

L'ALIMENTATION SCOLAIRE BASÉE SUR LA PRODUCTION LOCALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un état des lieux



WFP/Evelyn Fey



Mai 2024

REMERCIEMENTS

Ce document a été préparé par le Centre Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), la CEDEAO et la Coalition pour l'Alimentation Scolaire en vue de la Conférence de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) qui se tiendra à Dakar, au Sénégal, du 21 au 23 mai 2024.

Nous remercions sincèrement toutes les personnes qui nous ont guidés et qui ont contribué à ce document : Dr. Marc Nene, Directeur du CERFAM ; Sapna Gorajia, Chargée de mission, CERFAM ; Odia Bintou Cisse, Chargée de

mission, CERFAM ; Edward Lloyd-Evans, Responsable de la recherche et des politiques en matière d'alimentation scolaire, PAM ; Thomas Conan, Conseiller principal en programmes et politiques régionales, PAM ; Ones Karuho, Conseiller principal en systèmes alimentaires, PAM ; Diarde Ba, Responsable de la politique du programme des systèmes alimentaires, PAM ; Prof. Donald Bundy, Directeur du Consortium de Recherche sur la Santé et la Nutrition à l'Ecole, une initiative de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire ; Linda Schultz, Responsable principale des opérations du Consortium de Recherche ; et Greta Claessens, Graphiste, PAM.

TABLE DES MATIÈRES

1. Messages clés et principales conclusions.....	4
1.1. Les messages clés	4
1.2. Principales conclusions.....	4
2. Résumé Exécutif	5
3. Introduction.....	6
3.1. Contexte et importance	6
3.2. Crises mondiales récentes et regain d'intérêt.....	6
3.3. Objectifs du rapport.....	6
3.4. Méthodologie.....	6
4. Historique et contexte	7
4.1. Définition de l'alimentation scolaire basée sur la production locale.....	7
4.2. Bref historique des repas scolaires dans la région de la CEDEAO	7
4.3. Evolution de l'ASPL dans la région de la CEDEAO	8
5. Facteurs influençant l'efficacité de l'ASPL.....	9
5.1. Macro-facteurs influençant l'efficacité de l'ASPL dans la région de la CEDEAO	9
5.2. L'impact au milieu des défis	9
6. Analyse du paysage actuel.....	10
6.1. Vue d'ensemble actuel de l'ASPL	10
6.2. Collaboration entre le Gouvernement et les Partenaires pour l'expansion des programmes d'ASPL.....	12
6.3. Analyse comparative des pays de l'espace CEDEAO dans les six domaines depuis 2020	12
6.4. Cadres politiques et juridiques	12
6.5. Capacité financière.....	14
6.6. Coordination et dispositions institutionnelles	15
6.7. Participation de la Communauté.....	16
6.8. Achat de denrées alimentaires et chaîne d'approvisionnement.....	17
6.9. Programmation sensible à la nutrition et initiatives complémentaires	18
6.10. Systèmes de données et de suivi : Renforcement des capacités et de l'infrastructure	19
7. Plaidoyer mondial et coopération Sud-Sud	23
7.1. Coalition pour les repas scolaires.....	23
7.2. Coopération Sud-Sud.....	23
7.3. Visite d'étude de la Sierra Leone au Kenya.....	23
7.4. Visite du Burundi au Sénégal	23
8. Conclusion et Recommandations.....	25
8.1. Recommandations	25
8.2. Section constatations et recommandations	26
Bibliographie	27

1. MESSAGES CLÉS ET PRINCIPALES CONCLUSIONS

1.1. LES MESSAGES CLÉS

a. Adoption unanime, autonomisation locale :

- Les États membres de la CEDEAO ont adopté à l'unanimité les programmes d'ASPL, témoignant d'un engagement collectif à améliorer le bien-être des écoliers ainsi que les résultats de l'apprentissage et à soutenir l'éducation.
 - Exemple : L'initiative nationale d'ASPL du Togo, pilotée avec l'implication des communautés, illustre l'engagement de la région en faveur de l'autonomisation locale et du développement durable.
- L'appropriation nationale des initiatives d'ASPL augmente progressivement, ce qui témoigne d'une évolution vers la durabilité et l'autosuffisance dans la région.

b. Synergie régionale pour le progrès :

- L'intégration de l'alimentation scolaire basée sur la production locale dans des objectifs de développement plus larges, tels que la Stratégie Continentale de l'Education pour l'Afrique (CESA) de l'Union africaine, illustre l'engagement de la CEDEAO en faveur de l'alignement et de la coopération régionale.
- Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale sont reconnus comme un levier pour la transformation des systèmes alimentaires dans les pays membres de la CEDEAO.

c. Politiques d'impact fondées sur des données probantes :

- La production de données probantes soutiendrait les efforts visant la mise à échelle et la durabilité des programmes d'ASPL ainsi que la mobilisation des investissements nécessaires.
- Les investissements dans la recherche, le suivi et l'évaluation contribuent à l'amélioration et à l'adaptation continues des stratégies d'ASPL, et favorisent la prise de décisions fondées sur des données probantes dans la région.

d. Durabilité centrée sur la communauté :

- Les programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO donnent la priorité à l'implication et à l'autonomisation des communautés, en favorisant l'appropriation et la durabilité au niveau local.
- L'exploitation des ressources, des connaissances et des capacités locales renforce l'efficacité et la résilience des initiatives d'ASPL, en veillant à ce qu'elles soient adaptées aux contextes et aux besoins locaux.
 - Exemple : Au Ghana, les agriculteurs locaux s'engagent activement à fournir des aliments nutritifs pour les repas scolaires, à autonomiser les communautés et à promouvoir la croissance économique.

1.2. PRINCIPALES CONCLUSIONS

a. Défis liés à la mise en œuvre de la politique :

- Alors que l'adoption de politiques pour l'ASPL est répandue, des défis persistent dans la traduction des politiques en cadres juridiques efficaces, soulignant la nécessité d'efforts accrus dans l'institutionnalisation dans le contexte de la CEDEAO.
- Le renforcement des cadres juridiques et des capacités institutionnelles est essentiel pour combler le fossé entre la formulation et la mise en œuvre des politiques et garantir un impact durable des programmes.

b. Viabilité financière :

- Les contraintes financières posent des défis significatifs à l'expansion et à la durabilité des programmes d'ASPL dans les pays d'Afrique de l'Ouest, nécessitant des efforts de mobilisation de ressources collaboratives et des mécanismes de financement innovants.
- Le renforcement des capacités financières aux niveaux national et régional est essentiel pour assurer la viabilité et l'efficacité à long terme des initiatives de l'ASPL dans la région de la CEDEAO.

c. Prise de décision fondée sur des données :

- Des cadres de suivi et d'évaluation (S&E) efficaces sont essentiels pour éclairer la prise de décision fondée sur des preuves et pour améliorer les programmes dans la région de la CEDEAO.
- L'investissement dans des systèmes de gestion des données solides et le renforcement des capacités d'analyse des données améliorent la responsabilité, la transparence et l'évaluation de l'impact des programmes.

d. Donner aux communautés les moyens de réussir :

- La participation et l'appropriation des communautés sont des moteurs essentiels de la réussite du programme d'ASPL, car elles favorisent la résilience et garantissent que les interventions sont adaptées aux contextes et aux besoins locaux.
 - Exemple : Au Bénin, des initiatives communautaires visant à créer des jardins scolaires ont permis non seulement d'améliorer la nutrition, mais aussi d'offrir aux enfants de précieuses possibilités d'apprentissage, illustrant ainsi le pouvoir de transformation de l'engagement communautaire.

2. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le paysage des programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) dans la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a connu une évolution significative depuis la [dernière évaluation en 2020](#). Ce résumé exécutif fournit une analyse comparative dans six domaines, offrant un aperçu de l'évolution des dynamiques, des défis et des meilleures pratiques dans le domaine de l'ASPL.

Expansion des programmes d'ASPL : Les 15 pays de la CEDEAO ont adopté les programmes d'ASPL, marquant une étape importante dans les efforts régionaux en faveur de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'éducation. Le Bénin, le Mali et la Sierra Leone ont intégré les initiatives ASPL dans leurs stratégies nationales d'alimentation scolaire, démontrant ainsi la reconnaissance croissante de l'importance des repas d'origine locale.

Tendances de la couverture des programmes d'ASPL dans les pays de la CEDEAO : Avec 22,4 millions d'enfants recevant des repas scolaires dans les pays de la CEDEAO, cette région est en tête de l'Afrique pour le nombre de bénéficiaires recevant des repas scolaires. Cependant, des variations existent dans les tendances de la couverture, soulignant les divers défis et succès rencontrés dans l'expansion de la couverture des programmes d'alimentation scolaire.

Collaborations entre gouvernements et partenaires pour l'expansion des programmes d'ASPL : Les collaborations entre les gouvernements et divers partenaires, y compris le Programme Alimentaire Mondial (PAM), ont facilité la mise en place et l'élargissement des initiatives d'ASPL, soulignant l'engagement collectif en faveur de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'éducation.

Analyse comparative des pays de la région de la CEDEAO : Une analyse comparative dans six domaines à partir de 2020 fournit des informations précieuses pour les décideurs, les

praticiens et les parties prenantes qui s'engagent à faire progresser les agendas de l'éducation, de la nutrition et du développement durable. Les efforts visant à renforcer les bases juridiques, à répondre aux contraintes financières, à améliorer les mécanismes de coordination et à promouvoir la participation communautaire sont des résultats clés. En outre, l'intégration d'une programmation sensible à la nutrition et le renforcement des systèmes de données et de suivi sont essentiels à la réussite des programmes d'ASPL.

Plaidoyer mondial et coopération Sud-Sud : La Coalition pour l'Alimentation Scolaire, issue du Sommet des systèmes alimentaires de 2021, est une initiative menée par les gouvernements qui s'efforce de revitaliser les programmes de repas scolaires, de soutenir les systèmes alimentaires et éducatifs et de mener des actions visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). 14 des 15 États membres de la CEDEAO ont signé la déclaration d'adhésion à Coalition pour l'Alimentation depuis le lancement de l'initiative à mai 2024. Le rapport souligne l'importance de la collaboration mondiale et de l'échange de connaissances pour des initiatives durables en matière d'alimentation scolaire.

Cette analyse comparative sert de ressource complète pour naviguer dans les complexités et les opportunités inhérentes à la mise en œuvre de l'ASPL dans les pays de la CEDEAO. Elle propose des recommandations concrètes pour améliorer l'efficacité et la durabilité des programmes d'ASPL, en soulignant l'importance de la volonté politique, des mécanismes de financement durable, de la coordination multisectorielle et de l'engagement communautaire. En mettant en œuvre ces recommandations, les pays de la CEDEAO peuvent renforcer leurs programmes d'ASPL, garantissant un impact durable sur l'éducation, la santé, la nutrition et les économies locales tout en favorisant la résilience face aux défis futurs.



3. INTRODUCTION



UNICEF/Emil Delonghi

3.1. CONTEXTE ET IMPORTANCE

Investir dans l'avenir d'un pays est inextricablement lié au soutien de la prochaine génération. La fourniture d'une alimentation abordable, sûre et nutritive est un élément essentiel du développement du capital humain, car elle jette les bases de la santé, du bien-être et des compétences des générations futures. L'importance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ne peut être soulignée, en particulier au cours des 7 000 jours de vie suivants - la période qui suit les 1 000 premiers jours de vie jusqu'au début de l'âge adulte - période pendant laquelle les enfants et les adolescents subissent des changements clés dans leur développement physique et cognitif. L'enfance se caractérise par une croissance rapide et des niveaux d'activité élevés, ce qui nécessite une alimentation riche en nutriments, minéraux et vitamines essentiels pour promouvoir la santé et la productivité à long terme.

3.2. CRISES MONDIALES RÉCENTES ET REGAIN D'INTÉRÊT

Les récentes crises mondiales ont mis en lumière l'importance primordiale des programmes d'alimentation scolaire, les considérant comme des outils de protection sociale vitaux. Alors que le monde était confronté à des défis sans précédent qui ont interrompu les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire et forcé les enfants à rester à la maison, l'absence de repas scolaires a exacerbé l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans les ménages à faible revenu. Lorsque les institutions éducatives ont fermé leurs portes et entraîné la fermeture de nombreuses écoles dans le cadre de la crise du Covid-19, les gouvernements ont perçu le rôle fondamental des programmes d'alimentation scolaire, les reconnaissant comme des solutions à multiples facettes capables de répondre à des priorités urgentes telles que la fourniture de repas, la production alimentaire locale, l'amélioration de la nutrition par l'enrichissement et l'exploitation des plates-formes de repas scolaires pour accélérer les résultats en matière de santé tels que les vaccinations, le dépistage des carences nutritionnelles et leur traitement, les bilans médicaux et le vermifuge.

3.3. OBJECTIFS DU RAPPORT

- Fournir un état des lieux de l'ASPL en Afrique de l'Ouest, en évaluant le développement de ces programmes dans le contexte des récentes crises mondiales et en évaluant leur évolution au cours des dernières années.
- Effectuer une analyse comparative des programmes nationaux en fonction d'un ensemble complet de critères, y compris différents modèles de mise en œuvre, afin de comprendre les facteurs contribuant à la réussite de la mise en œuvre et à la durabilité des programmes.
- Identifier les lacunes, les défis et l'émergence d'engagements nationaux, en mettant l'accent sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques.
- Fournir des recommandations exploitables pour améliorer l'efficacité et la durabilité de la mise en œuvre des programmes d'ASPL.

3.4. MÉTHODOLOGIE

Ce rapport se lance dans une exploration en profondeur de l'ASPL dans les 15 pays de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest. Il cherche à cartographier l'évolution des programmes d'ASPL dans le contexte de diverses crises mondiales, en particulier depuis le dernier état des lieux en 2020. En mettant l'accent sur les progrès et les défis rencontrés par ces programmes, le rapport souligne l'impératif d'un cadre politique solide, de directives opérationnelles claires et de systèmes de suivi robustes pour permettre une mise en œuvre réussie à l'échelle.

L'analyse s'est articulée autour de six domaines clés, à savoir : les cadres politiques et juridiques, la capacité financière, les dispositions institutionnelles, la coordination multisectorielle, la participation communautaire, les processus d'achat et de chaîne d'approvisionnement, la programmation sensible à la nutrition et les systèmes de suivi des données.

4. HISTORIQUE ET CONTEXTE

4.1. DÉFINITION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE BASEE SUR LA PRODUCTION LOCALE

L'alimentation basée sur la production locale (ASPL) repose sur une vision de durabilité, d'équité et d'alimentation. Elle englobe un modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants des repas nutritifs d'origine locale, favorisant non seulement leur bien-être physique, mais aussi la vitalité des économies et des secteurs agricoles locaux. Cette approche favorise l'autonomisation des petits exploitants agricoles tout en nourrissant l'esprit et le corps des générations futures (FAO et PAM, 2018).

4.2. BREF HISTORIQUE DES REPAS SCOLAIRES DANS LA RÉGION DE LA CEDEAO

Les programmes d'ASPL sont devenus des instruments essentiels pour lutter contre la malnutrition, améliorer les résultats scolaires et favoriser le développement agricole local dans la région de la CEDEAO. Cette chronologie (voir chronologie page 9) met en évidence les étapes et les développements clés dans l'évolution des initiatives d'ASPL au sein des pays de la CEDEAO, en retraçant le parcours depuis l'adoption initiale jusqu'aux programmes nationaux et aux mises en œuvre conjointes avec des partenaires internationaux.

L'histoire de l'ASPL dans la région de la CEDEAO se caractérise par une approche à multiples facettes, tirant parti des cadres régionaux, des partenariats et des engagements gouvernementaux pour faire progresser l'éducation, la nutrition et le développement agricole. La Stratégie Continentale d'Education pour l'Afrique (CESA) de l'Union africaine a fourni un cadre de base, alignant les initiatives de l'ASPL sur des objectifs de développement continentaux plus larges.

Au fil des ans, les chefs d'État africains ont reconnu le potentiel de l'alimentation scolaire à améliorer l'accès à l'éducation, mais aussi à stimuler les économies locales et à promouvoir l'agriculture à petite échelle. Cette reconnaissance a conduit à l'instauration de la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire et à la formation de comités pluridisciplinaires pour faciliter la mise en œuvre de l'alimentation saine et équilibrée.

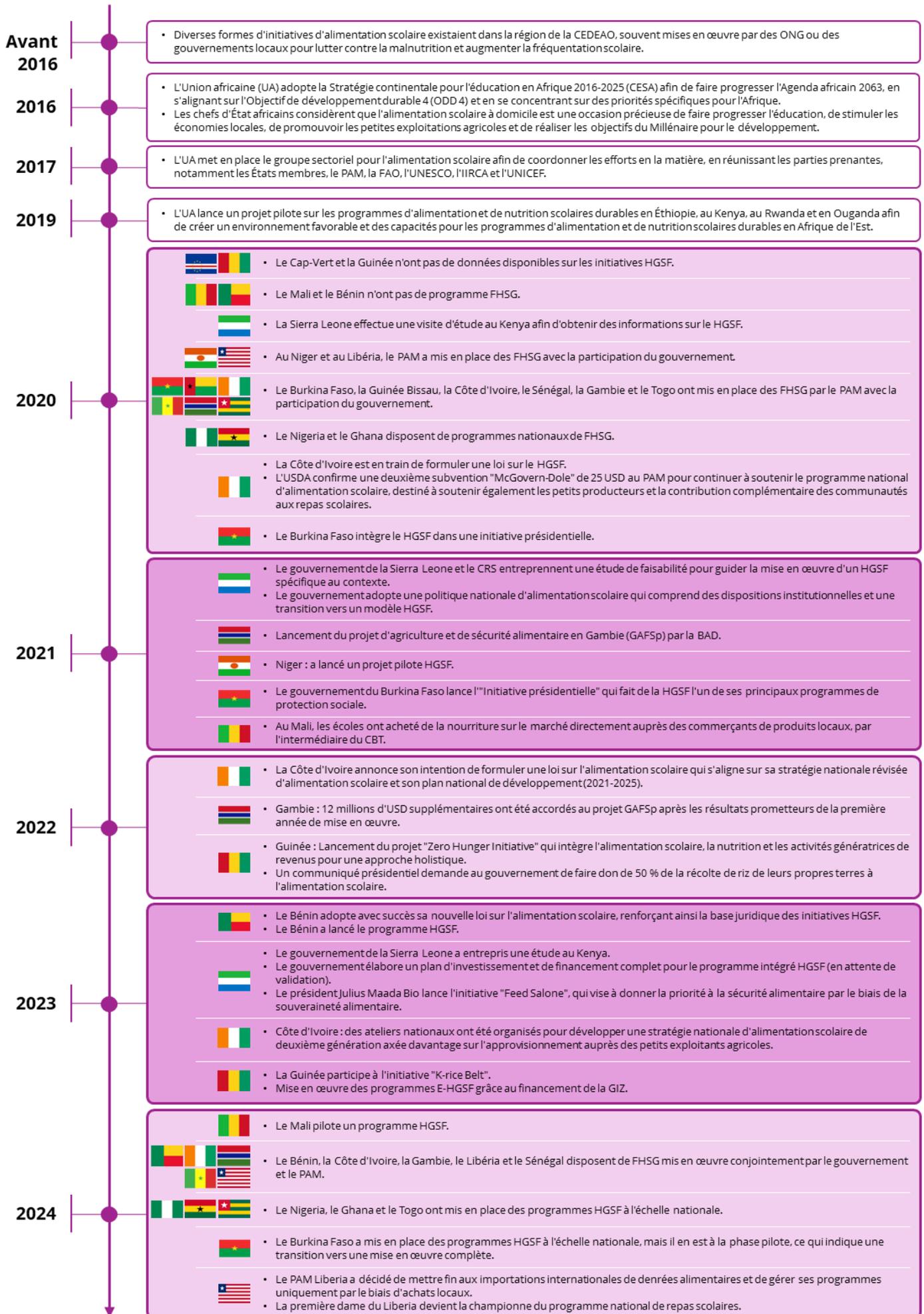
Les partenariats avec des organisations telles que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la FAO et l'UNICEF ont joué un rôle crucial dans l'extension des programmes d'ASPL, en particulier dans les pays où les capacités et les ressources du gouvernement étaient limitées. Toutefois, on observe une transition progressive vers des programmes nationaux, avec des pays comme le Nigeria, le Ghana et le Togo qui ont pris l'initiative de mettre en place des initiatives globales en matière de santé et de nutrition, intégrées dans les politiques nationales et les cadres juridiques.

Les développements récents soulignent une évolution vers des mises en œuvre conjointes entre les gouvernements et les partenaires internationaux, dans le but d'améliorer la durabilité et l'efficacité des programmes. Le pilotage d'un programme d'ASPL au Mali et l'intégration de l'ASPL dans une initiative présidentielle au Burkina Faso illustrent les efforts en cours pour étendre et institutionnaliser les initiatives d'alimentation scolaire.

Alors que les pays continuent de relever des défis et de saisir des opportunités, l'ASPL reste une pierre angulaire pour faire progresser l'éducation, la nutrition et le développement agricole, avec le potentiel de transformer la vie de millions d'enfants à travers l'Afrique de l'Ouest.



4.3. ÉVOLUTION DE L'ASPL DANS LA RÉGION DE LA CEDEAO



5. FACTEURS INFLUENÇANT L'EFFICACITÉ DE L'ASPL

5.1. MACRO-FACTEURS INFLUENÇANT L'EFFICACITÉ DE L'ASPL DANS LA RÉGION DE LA CEDEAO

L'Afrique de l'Ouest est une région très diversifiée, qui s'étend du Sahel au Golfe de Guinée et comprend des pays comme le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigéria, entre autres. Cette région, qui compte 442 millions d'habitants, connaît une croissance économique et démographique rapide. Malgré les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation au fil des ans, 80 % des enfants de 10 ans en Afrique occidentale et centrale sont incapables de lire et de comprendre un texte simple, et plus de 32 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, ce qui représente la proportion la plus élevée de toutes les régions du monde. Même avant la pandémie, le monde connaissait déjà une crise de l'apprentissage. Si nous voulons relever ce défi mondial, nous devons nous concentrer sur l'Afrique occidentale et centrale, une région qui compte un demi-milliard d'habitants et dont la population est parmi les plus jeunes du monde (Banque mondiale, 2022).

Il convient de noter que d'ici 2050, les jeunes Africains de moins de 35 ans devraient être plus d'un milliard, soit 75 % de la population jeune du continent. Malgré les progrès des taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale sont toujours confrontées à de faibles niveaux d'alphabétisation chez les enfants, 8 sur 10 étant incapables de lire des textes de base à l'âge de 10 ans. Ce déficit éducatif perpétue des taux élevés d'abandon scolaire et limite la mobilité sociale, exacerbant ainsi les défis liés à la création d'une main-d'œuvre qualifiée.

La lutte de l'Afrique pour exploiter son potentiel de capital humain est évidente, les pays subsahariens n'utilisant que 55 % de cette ressource. L'indice du capital humain (ICH) de l'Afrique de l'Ouest s'élève en moyenne à 0,35, ce qui est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 0,57. En outre, la région est confrontée à l'aggravation des effets du changement climatique, les températures augmentant plus rapidement que la moyenne mondiale, ce qui entraîne des sécheresses récurrentes, des inondations et des régimes pluviométriques irréguliers. Ces changements environnementaux affectent fortement les moyens de subsistance qui dépendent de l'agriculture, exacerbant l'insécurité alimentaire aggravée par les conflits, les perturbations économiques mondiales telles que la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et les effets persistants de la pandémie de COVID-19.

La crise actuelle de l'insécurité alimentaire est exacerbée par la flambée des prix des denrées alimentaires et l'inflation des monnaies dans toute la région, ce qui devrait porter le nombre de personnes souffrant de la faim à 49,5 millions d'ici à la mi-2024. Les prix des produits de base ont grimpé en flèche, sous l'effet de divers facteurs tels que l'inflation, les coûts de transport élevés et les contraintes pesant sur les flux de produits agropastoraux. Par conséquent, l'accessibilité des ménages à des régimes alimentaires nutritifs est fortement limitée, ce qui contribue à la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, en particulier dans les zones touchées par les conflits comme le nord du Mali, le nord-ouest du Nigéria et le Burkina Faso.

Pour relever ces défis à multiples facettes, des efforts concertés sont nécessaires, notamment des investissements dans la restauration des terres, le développement de la chaîne de valeur et la garantie d'une éducation ininterrompue pour les enfants, qui représentent le futur leadership de la région. Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale offrent une voie prometteuse pour donner accès aux systèmes de protection sociale essentiels, aidant ainsi les communautés vulnérables à répondre à leurs besoins fondamentaux et à favoriser le développement durable.

5.2. L'IMPACT AU MILIEU DES DÉFIS

Malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19, les pays de la CEDEAO sont restés fidèles à leur engagement envers les programmes d'ASPL. Actuellement, 22,4 millions d'enfants de la région bénéficient de repas scolaires, ce qui représente la couverture la plus élevée d'Afrique. Cependant, l'analyse régionale indique que la couverture varie, avec 38 pour cent des enfants du primaire inscrits dans les écoles recevant des repas scolaires en 2022.

Dans l'ensemble, l'expansion globale des programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO souligne l'engagement à assurer la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation pour les enfants, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour relever les défis et améliorer encore la couverture. Pour une ventilation détaillée et une représentation visuelle des tendances de la couverture d'ASPL, veuillez vous référer aux figures 3 et 4 à la page 12.



6. ANALYSE DU PAYSAGE ACTUEL

6.1. VUE D'ENSEMBLE ACTUEL DE L'ASPL

Depuis la dernière évaluation en 2020, le paysage des programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO a connu une évolution notable. Nous présentons ici une analyse comparative des tendances observées, en soulignant les principaux développements et défis à travers la région.

Expansion des programmes d'ASPL

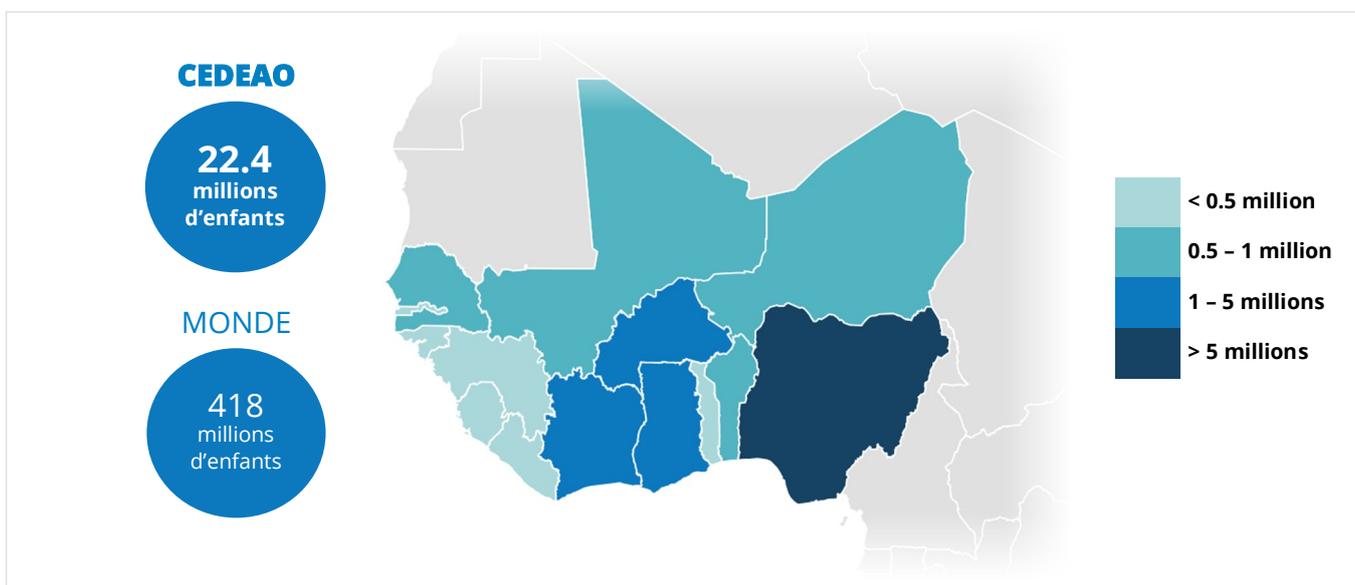
Au moment de la présente évaluation, les 15 pays de la CEDEAO ont tous adopté des programmes d'ASPL, marquant ainsi une étape importante dans les efforts régionaux visant à garantir la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation pour les enfants. Alors que le programme du Mali en est encore à sa phase pilote, le Bénin, le Libéria et la Sierra Leone ont intégré des initiatives d'ASPL dans leurs stratégies nationales d'alimentation scolaire,

démontrant une reconnaissance croissante de l'importance des repas d'origine locale dans les programmes d'alimentation scolaire.

Tendances de la couverture de l'ASPL dans les pays de la CEDEAO

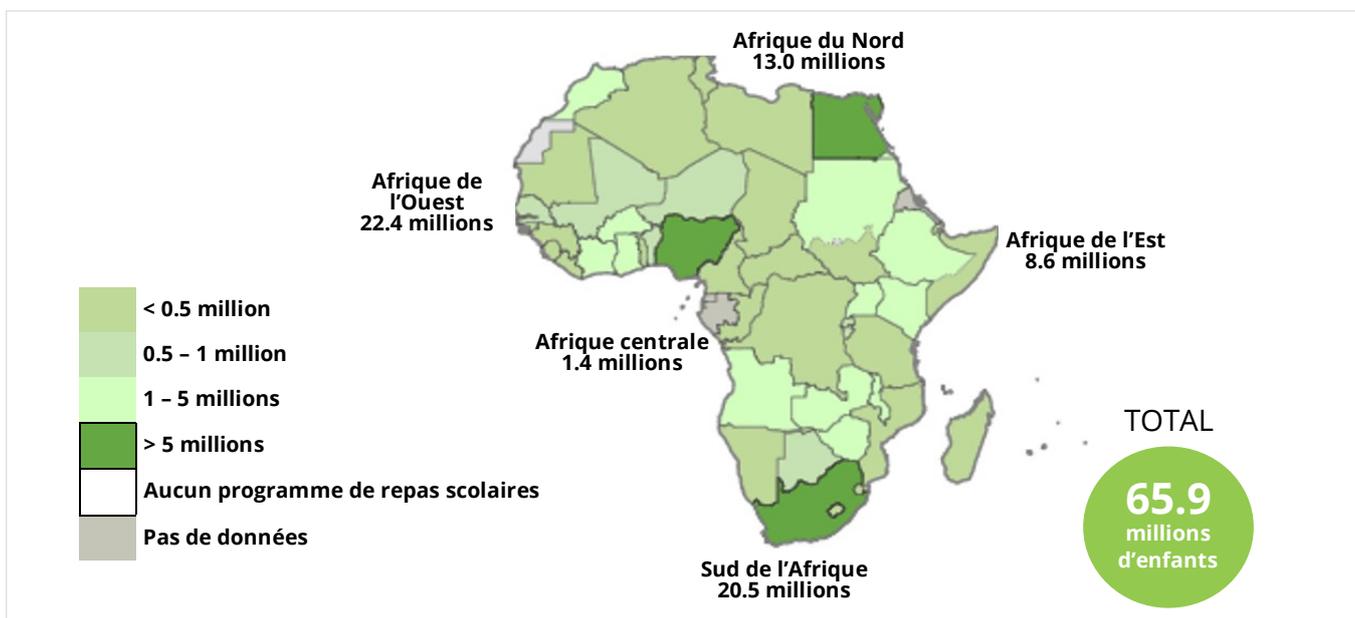
L'expansion des programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO s'est traduite par des avantages tangibles pour des millions d'enfants. Avec 22,4 millions d'enfants dans les pays de la CEDEAO recevant des repas scolaires, cette région est en tête de l'Afrique avec le plus grand nombre de bénéficiaires. En fait, sur les 65,9 millions d'enfants qui ont reçu des repas scolaires dans le monde en 2022, les pays de la CEDEAO représentaient une part importante, 34 pour cent [[WFP State of School Feeding Worldwide 2022](#)].

Figure 1: Enfants recevant des repas scolaires dans la région de la CEDEAO



Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Figure 2: Enfants recevant des repas scolaires en Afrique



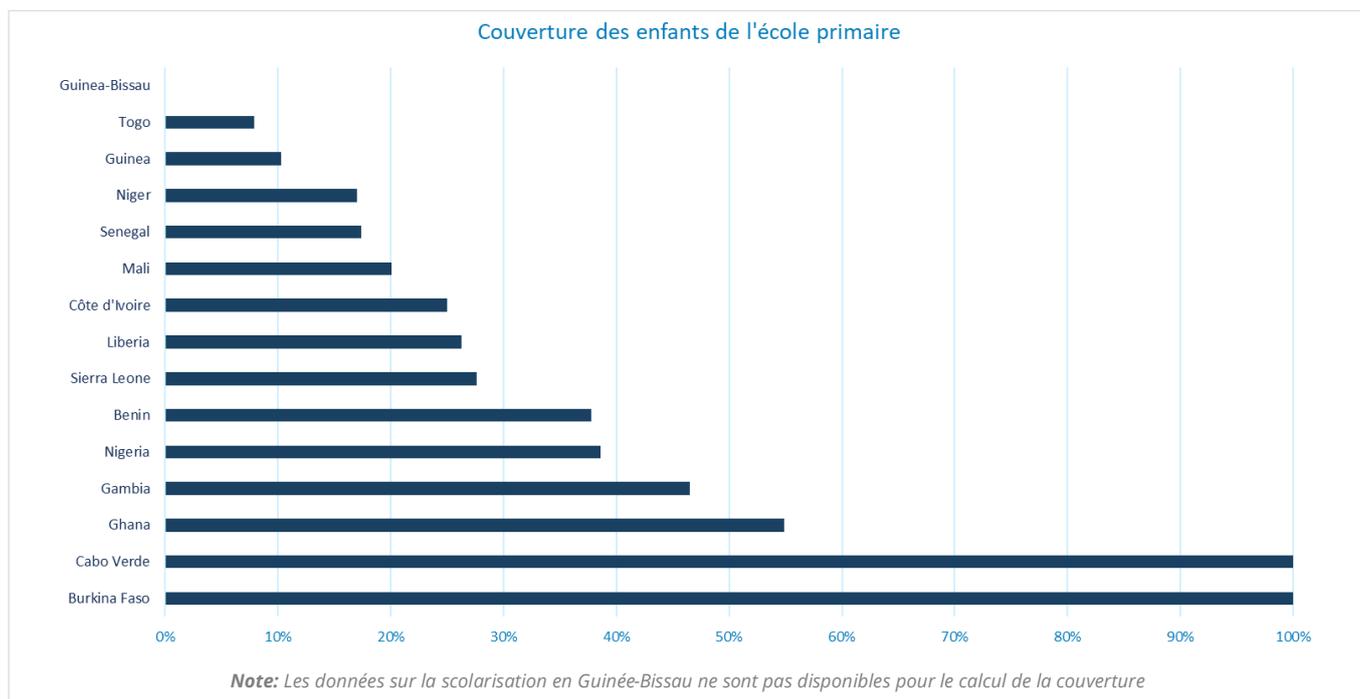
Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Figure 3: Enfants recevant des repas scolaires dans l'espace CEDEAO entre 2020 et 2022 (chiffres en milliers)

Pays	Nombre d'enfants bénéficiant des cantines scolaires 2020	Nombre d'enfants bénéficiant des cantines scolaires 2022	Différence entre les 2 années
Nigeria	9,830	9,887	▲ 57
Burkina Faso	3,864	3,690	▼ 174
Ghana	1,700	3,448	▲ 1,748
Côte d'Ivoire	976	1,024	▲ 48
Sierra Leone	836	486	▼ 350
Senegal	588	588	▬ -
Mali	515	581	▲ 66
Benin	460	835	▲ 375
Guinée	375	219	▼ 156
Liberia	287	278	▼ 9
Niger	193	613	▲ 419
Guinée-Bissau	178	225	▲ 47
Gambie	165	261	▲ 96
Togo	91	133	▲ 42
Cap Vert	3	85	▲ 82

Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Figure 4: Couverture des programmes de repas scolaires dans la CEDEAO (par pays)



Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Un examen plus approfondi des tendances de la couverture de l'ASPL dans la région de la CEDEAO révèle un paysage diversifié de progrès et de défis :

- Certains pays ont enregistré une amélioration significative de leur couverture, comme le Ghana, qui a doublé sa couverture, et le Cap-Vert, qui a connu une augmentation substantielle.

- À l'inverse, d'autres pays ont connu des baisses ou des changements marginaux dans la couverture, comme au Burkina Faso, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone.

Ces variations mettent en évidence les divers défis et succès rencontrés dans l'extension de la couverture des programmes d'alimentation scolaire dans la région.

6.2. COLLABORATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTENAIRES POUR L'EXPANSION DES PROGRAMMES D'ASPL

Les collaborations entre les gouvernements nationaux et divers partenaires ont joué un rôle déterminant dans l'expansion et la mise en œuvre des programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO. Ces partenariats soulignent l'importance de la coopération et du soutien internationaux pour relever les défis de la sécurité alimentaire et de l'éducation. Notamment, les efforts conjoints entre les gouvernements et les organisations partenaires, y compris, mais sans s'y limiter, le PAM, ont facilité la

mise en place et l'élargissement des initiatives d'ASPL dans plusieurs pays.

Ces collaborations soulignent l'engagement collectif à assurer la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation pour les enfants, en tirant parti de l'expertise et des ressources des entités gouvernementales et non gouvernementales. En travaillant ensemble, les gouvernements et les partenaires peuvent relever efficacement les défis complexes associés à la mise en œuvre des programmes d'ASPL et maximiser leur impact sur les communautés et les enfants à travers la région de la CEDEAO.

Figure 5: Données d'enquête sur la mise en œuvre et la gestion des programmes d'ASPL en Afrique de l'Ouest



Source: Données de l'enquête par pays menée par la CEDEAO (Octobre 2023)

6.3. ANALYSE COMPARATIVE DES PAYS DE L'ESPACE CEDEAO DANS LES SIX DOMAINES DEPUIS 2020

Dans cette section, nous nous lançons dans une analyse comparative des pays de la région de la CEDEAO dans six domaines depuis 2020, date du dernier rapport. Ces domaines sont les suivants :

- Cadres politiques et juridiques
- Capacité financière
- Coordination et dispositions institutionnelles
- Participation de la communauté
- Programmation sensible à la nutrition et initiatives complémentaires
- Systèmes de données et de suivi.

Grâce à cet examen approfondi, nous visons à élucider l'évolution des dynamiques, des défis et des meilleures pratiques dans le domaine de l'ASPL, offrant ainsi des informations précieuses aux décideurs politiques, aux praticiens et aux parties prenantes qui s'engagent à faire progresser l'éducation, la nutrition et les programmes de développement durable.

6.4. CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Un environnement politique favorable et une forte volonté politique sont essentiels à la mise en œuvre réussie des

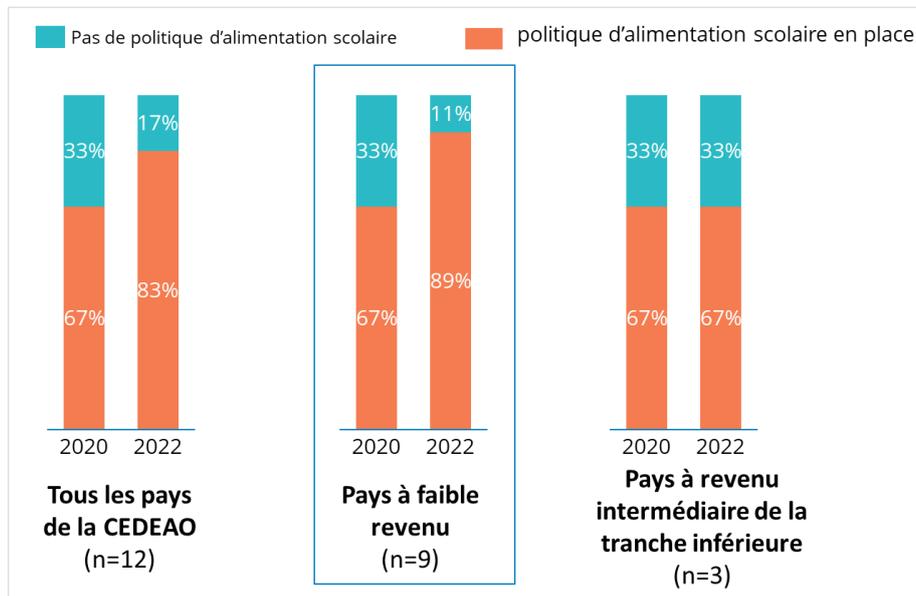
programmes d'ASPL. Ces éléments indiquent le niveau d'importance que les gouvernements accordent aux initiatives d'alimentation scolaire, marquant ainsi une étape cruciale pour assurer leur durabilité. Depuis janvier 2016, lors du 26ème Sommet de l'Union africaine (Assemblée/AU/Dec.589(XXVI)), les chefs d'État et de gouvernement africains ont décidé que chaque 1er mars serait la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire. L'AUDA-NEPAD, en tant qu'agence de développement de l'UA, a aidé de nombreux gouvernements africains à inclure l'ASPL dans leurs politiques, stratégies et lois nationales en tant qu'initiative importante contribuant à l'éradication de la faim et de la malnutrition en utilisant le cadre du PDDAA (Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale 2019-2020).

Lorsque les gouvernements adoptent des lois ou des politiques ciblant spécifiquement l'ASPL, cela démontre leur engagement et leur priorité, en alignant ces initiatives sur des plans et des objectifs de développement national plus larges. Selon une étude récente de la FAO (FAO, 2018), environ 80 pour cent des pays d'Afrique subsaharienne ont eu une expérience de l'alimentation scolaire à un certain niveau. Cependant, plusieurs défis sont rencontrés au niveau de la mise en œuvre, et la transition vers l'ASPL manque de mise en œuvre systématique. Les instruments politiques utilisés pour soutenir le développement agricole s'articulent autour d'une demande structurée, générée par les marchés publics afin d'ouvrir les marchés et de favoriser le développement économique des petits exploitants agricoles (Sumberg et Sabates-Wheeler, 2011).

Un environnement politique favorable et une forte volonté politique sont essentiels à la mise en œuvre réussie des programmes d'ASPL. Ces éléments indiquent le niveau d'importance que les gouvernements accordent aux initiatives d'alimentation scolaire, marquant ainsi une étape cruciale pour assurer leur durabilité. Depuis janvier 2016, lors du 26^{ème} Sommet de l'Union africaine (Assemblée/AU/Dec.589(XXVI)), les chefs d'État et de gouvernement africains ont décidé que chaque 1^{er} mars serait la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire. L'AUDA-NEPAD, en tant qu'agence de développement de l'UA, a aidé de nombreux gouvernements africains à inclure l'ASPL dans leurs politiques, stratégies et lois nationales en tant qu'initiative importante contribuant à l'éradication de la faim et de la malnutrition en utilisant le cadre du PDDAA ([Rapport biennal de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale 2019-2020](#)).

Lorsque les gouvernements adoptent des lois ou des politiques ciblant spécifiquement l'ASPL, cela démontre leur engagement et leur priorité, en alignant ces initiatives sur des plans et des objectifs de développement national plus larges. Selon une étude récente de la FAO (FAO, 2018), environ 80 pour cent des pays d'Afrique subsaharienne ont eu une expérience de l'alimentation scolaire à un certain niveau. Cependant, plusieurs défis sont rencontrés au niveau de la mise en œuvre, et la transition vers l'ASPL manque de mise en œuvre systématique. Les instruments politiques utilisés pour soutenir le développement agricole s'articulent autour d'une demande structurée, générée par les marchés publics afin d'ouvrir les marchés et de favoriser le développement économique des petits exploitants agricoles (Sumberg et Sabates-Wheeler, 2011).

Figure 6: Existence d'une politique de repas scolaires dans l'espace CEDEAO (par catégorie de revenu)

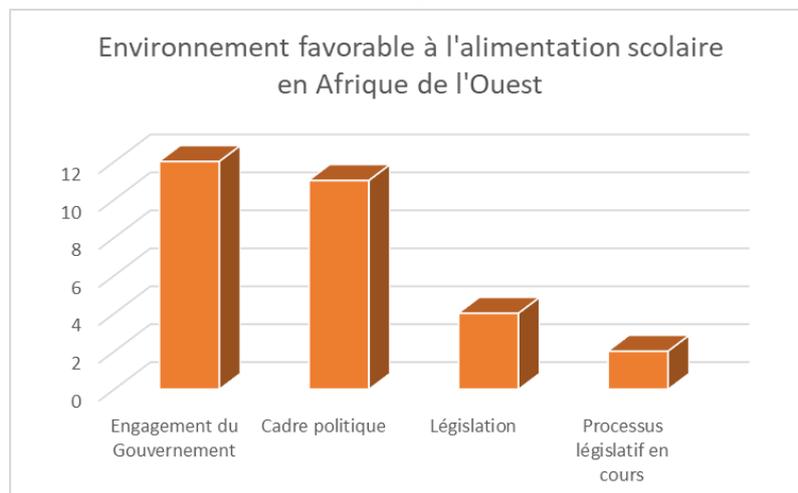


Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Malgré cet élan positif, il existe un écart notable entre la formulation des politiques et la promulgation de lois spécifiques sur l'alimentation scolaire. Si de nombreux pays reconnaissent l'engagement de leur gouvernement en faveur de l'alimentation scolaire, seuls quelques-uns d'entre eux ont promulgué des lois

spécifiques sur l'alimentation scolaire ou l'alimentation saine et équilibrée. Cet écart souligne la nécessité de redoubler d'efforts pour traduire les cadres politiques en statuts juridiques concrets, renforçant ainsi l'applicabilité et l'institutionnalisation des initiatives en matière d'alimentation scolaire saine et équilibrée.

Figure 7: Résultats de l'enquête sur les facteurs contribuant à un environnement favorable à l'alimentation scolaire dans la région de la CEDEAO



Source: Données de l'enquête par pays menée par la CEDEAO (Octobre 2023)

Des exemples d'Afrique de l'Ouest mettent en évidence les efforts déployés pour renforcer les bases juridiques des programmes d'alimentation scolaire :

- Bénin : En 2021, le Bénin a fait progresser son Programme national intégré d'alimentation scolaire (PNASI) en lançant l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'alimentation scolaire sous la direction de S.E. Salimane Karimou, ministre des Enseignements maternel et primaire. Grâce à des efforts de collaboration, y compris des comités interministériels et des consultations publiques, la loi a été adoptée avec succès en 2023, renforçant ainsi la durabilité du programme.
- Côte d'Ivoire : S'alignant sur sa stratégie nationale d'alimentation scolaire révisée et son plan national de développement (2021-2025), la Côte d'Ivoire a annoncé des plans en 2022 pour formuler une loi sur l'alimentation scolaire. Cette approche globale se concentre sur l'augmentation de la production alimentaire locale, l'implication des communautés et les changements stratégiques pour renforcer le programme d'alimentation scolaire, visant à fournir un repas chaud à chaque élève d'ici 2025.
- Ghana : Le parcours du Ghana vers la validation de son projet de loi sur l'alimentation scolaire illustre un processus itératif d'élaboration de politiques fondé sur des analyses coûts-avantages et sur les leçons tirées de la pandémie de COVID-19. Le processus de révision approfondie devrait aboutir à la promulgation du projet de loi, qui consolidera la base juridique du programme.
- Sierra Leone : La Sierra Leone a adopté une politique d'alimentation scolaire en 2021 avec le soutien du PAM. Cette approche axée sur les politiques s'aligne sur l'initiative gouvernementale "Feed Salone", qui vise à passer à 100 pour cent d'ASPL en intensifiant la mise en œuvre chaque année, en tirant parti de l'alimentation scolaire comme catalyseur du développement agricole local et de l'amélioration de la nutrition pour les écoliers .

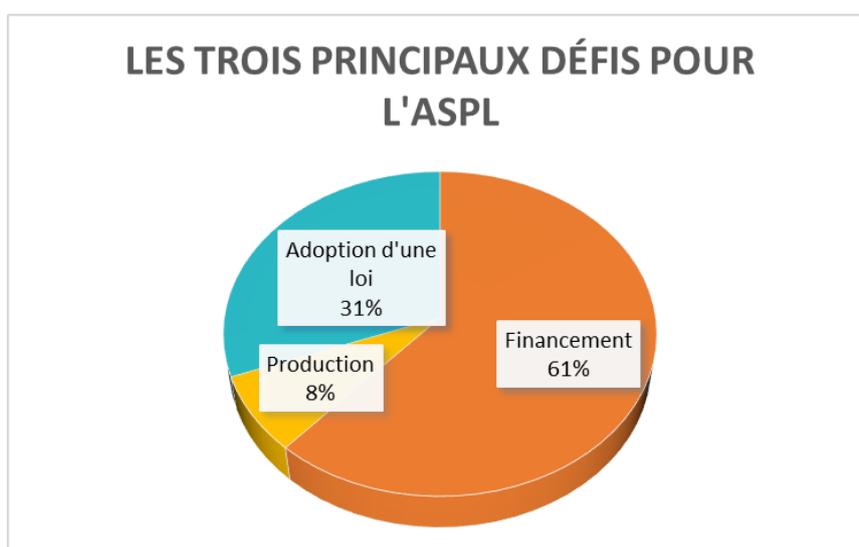
6.5. CAPACITÉ FINANCIÈRE

La capacité financière est une pierre angulaire de la réussite des programmes d'ASPL en Afrique de l'Ouest, cruciale pour leur qualité, leur étendue et leur efficacité. Elle sous-tend leur appropriation et leur alignement sur les priorités nationales et locales. Si la mise en place de cadres politiques et juridiques démontre le soutien initial du gouvernement à l'ASPL, le véritable test décisif réside dans l'allocation de budgets gouvernementaux à ces programmes. Les dispositions budgétaires nationales, en particulier celles qui sont inscrites dans les politiques ou les cadres juridiques, sont en corrélation avec une couverture plus large et une plus grande longévité des programmes. De tels engagements financiers sont essentiels pour assurer le fonctionnement durable des programmes et éviter que les fonds ne soient dirigés vers d'autres besoins urgents.

Au cours des trois dernières années (2020-2022), malgré les diverses crises mondiales, les investissements dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest ont augmenté de manière significative. La région a vu ses investissements passer de 450 millions de dollars à 543 millions de dollars, avec un pourcentage impressionnant de 84 % des investissements actuels provenant de sources nationales. En particulier, les pays à faible revenu ont augmenté leur financement domestique pour les repas scolaires de 7 pour cent, soit 89 millions de dollars. Cette augmentation de l'investissement reflète une tendance positive à donner la priorité à l'ASPL dans les budgets nationaux, ce qui indique une reconnaissance croissante de leur importance pour la nutrition et l'éducation des enfants.

Néanmoins, les problèmes de financement persistent et sont considérés comme une préoccupation importante par les États membres (figure 8). Les résultats de l'enquête indiquent que 8 des 13 pays ayant répondu ont identifié le financement comme étant leur principal défi dans la mise en œuvre du programme d'ASPL. Quatre autres l'ont cité comme leur deuxième défi majeur, et un pays comme leur troisième. Dans l'ensemble, 35 % des répondants considèrent le financement comme une question prioritaire nécessitant une assistance. Ces défis sont exacerbés par les crises mondiales interdépendantes, notamment l'inflation galopante, l'augmentation de la dette mondiale et la baisse du niveau de vie, qui compliquent la lutte contre la faim et la malnutrition.

Figure 8: Les trois principaux défis identifiés par les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur l'ASPL



Source: Données de l'enquête par pays menée par la CEDEAO (Octobre 2023)

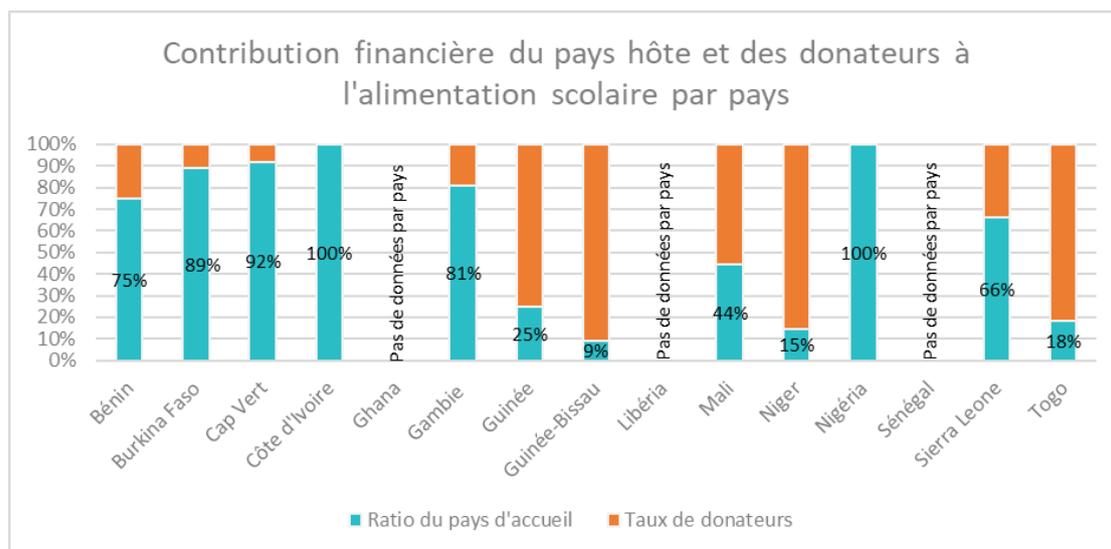
La confluence de ces crises a mis à rude épreuve l'économie mondiale, plongeant des millions de personnes dans la pauvreté et réduisant la marge de manœuvre budgétaire des gouvernements pour étendre les initiatives de protection sociale. En 2021, la pandémie de COVID-19 a creusé le déficit budgétaire jusqu'à une moyenne régionale de -6,4 %, obligeant les gouvernements, en particulier dans les pays ayant une dette préexistante élevée comme le Cabo Verde (157 %), le Ghana (81,8 %) et le Sénégal (73 %), à emprunter de manière significative. En outre, un ralentissement de la croissance du PIB a été signalé dans 11 des 15 pays d'Afrique de l'Ouest en 2022. Les pays à faible revenu sont également confrontés à un risque de surendettement, avec des remboursements de 436 millions USD entre 2022 et 2028.

Ces difficultés financières impliquent que les gouvernements d'Afrique de l'Ouest n'ont pas été en mesure de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre à grande échelle de l'ASPL, malgré les engagements qu'ils ont exprimés. Par exemple, en Sierra Leone, l'ASPL est devenu un programme phare au cours des cinq dernières années, couvrant 80 pour cent des écoles du pays dans le budget 2023, bien qu'il dépende encore de donateurs externes. De même, en Guinée, alors que le

gouvernement soutient fortement le modèle d'ASPL, le pays reste fortement tributaire des donateurs en raison des difficultés rencontrées pour assurer un financement durable. La Gambie a augmenté son budget pour l'ASPL, mais le financement reste insuffisant. Presque tous les pays de la région sont confrontés à des problèmes de financement inadéquat et de dépendance vis-à-vis des donateurs pour leurs initiatives d'alimentation scolaire.

Ces défis sont également reflétés dans l'enquête mondiale du GCNF, qui révèle que le financement gouvernemental des pays à faible revenu, y compris la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Liberia, le Mali, le Burkina Faso, le Togo et le Niger, s'élève en moyenne à 24 %, soit le taux le plus bas parmi tous les groupes de revenus. Les pays à revenu moyen inférieur font état d'une contribution gouvernementale de 74 %. En fait, les rapports montrent que dans les pays à faible revenu, la majeure partie du financement provient de sources internationales - un facteur qui est beaucoup plus faible dans les autres catégories de revenus. Le financement des programmes d'ASPL est porté à la fois par les donateurs et les pays, à l'exception du Nigeria et du Bénin dont les programmes sont financés sur le budget national, et de la Sierra Leone, qui est entièrement financé par des donateurs externes.

Figure 9: Ratio de la contribution financière du pays hôte et des donateurs à l'alimentation scolaire par pays



Source: PAM Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

En conclusion, bien que certains pays d'Afrique de l'Ouest fassent preuve d'un engagement louable à l'égard des programmes de santé et de nutrition, les contraintes financières entravent l'expansion et la durabilité de ces programmes. Pour relever ces défis, les gouvernements, les organisations internationales et les autres parties prenantes doivent collaborer pour mobiliser efficacement les ressources et garantir un accès équitable à des repas nutritifs pour tous les écoliers de la région.

6.6. COORDINATION ET DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Pour que le programme d'ASPL soit couronné de succès, les décideurs politiques doivent prendre en compte plusieurs aspects au cours des phases de planification et de mise en œuvre (FAO et PAM, 2018). Dans son étude la plus récente, le PAM-CERFAM a constaté qu'un mécanisme de coordination efficace est essentiel lors de la planification des programmes d'ASPL. Par conséquent, au niveau national, les parties prenantes

doivent entreprendre davantage d'évaluations, veiller à ce que les considérations de genre soient incluses dans la planification et établir des mécanismes pour améliorer l'engagement à long terme du gouvernement dans le processus (CERFAM, 2020).

L'un des plus grands défis auxquels sont confrontés les gouvernements en Afrique est le manque de coordination entre les différentes parties prenantes dans le cadre de l'ASPL. Un programme efficace d'ASPL nécessite l'implication de différents acteurs issus de différents secteurs pour apporter leurs connaissances et leur expertise dans la planification et la mise en œuvre du programme. En outre, un groupe de travail technique fonctionnel, comprenant des membres de toutes les institutions gouvernementales concernées, renforce la coordination au niveau institutionnel. En outre, il est essentiel que l'ASPL soit intégré à tous les niveaux des politiques et des cadres sectoriels pour permettre aux pays de démontrer l'intérêt et la valeur ajoutée de l'ASPL. Cela permettra de mettre en place l'expertise et les capacités techniques et de communiquer clairement par le

biais d'actions conjointes, de la planification des objectifs et de la mesure des performances au moyen d'indicateurs et de résultats convenus.

L'objectif d'avoir une capacité institutionnelle et une coordination efficaces est de développer des cadres institutionnels solides et des structures de gestion et de responsabilité. En particulier, l'identification d'une institution mandatée et responsable de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire est essentielle. Cela nécessite une unité spécialisée au sein de l'institution sectorielle identifiée, dotée d'un personnel adéquat possédant un éventail de compétences dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural, de l'approvisionnement, du suivi et de l'évaluation, de la défense des intérêts et de la communication.

Exemples

Au Burkina Faso, l'initiative présidentielle "Assurer à chaque enfant en âge scolaire, au moins un repas équilibré par jour" vise à fournir des repas équilibrés à chaque enfant en âge scolaire, en mettant en avant des efforts innovants en matière de protection sociale (FAO, 2021). Lancée en 2021, l'initiative reflète l'engagement du gouvernement à éradiquer la faim par le biais de l'amélioration de l'agriculture et d'une gestion efficace des cantines scolaires.

Au Bénin, l'Unité présidentielle de suivi de l'alimentation scolaire a été créée pour rationaliser l'exécution du programme, en collaboration avec les ministères concernés pour superviser la gestion et la prise de décision (UNICEF, 2020).

Burkina Faso : L'initiative présidentielle fournit des repas équilibrés à tous les enfants d'âge scolaire

L'initiative cible 9 000 000 d'enfants âgés de 3 à 18 ans et indirectement les producteurs et les transformateurs de denrées alimentaires. Chaque année, le Burkina Faso alloue environ 19 milliards de FCFA (environ 31 millions USD) à l'achat de repas scolaires. Cependant, il y a eu des problèmes de gestion des ressources et il y a eu des cas où les enfants n'ont pas reçu de repas à l'école tout au long de l'année. Malgré ces difficultés, l'initiative contribue déjà à améliorer la scolarisation et les résultats scolaires. Dans certaines écoles, les taux d'inscription sont passés de 30 % avant le programme à 60 % en 2022, tandis que les taux de réussite au certificat d'études primaires (CEPE) sont passés de 29 % à 65 % en 2022.

La Sierra Leone utilise une approche décentralisée avec des comités interministériels et des réunions de groupes de travail techniques. L'initiative intersectorielle "Suivi et apprentissage" du ministre de l'éducation favorise la compréhension des défis et des domaines de coopération (FIDA, 2021).

La Gambie a mis en place un système de coordination à deux niveaux avec des comités nationaux et régionaux, récemment revitalisés par la collaboration avec le projet financé par la Banque Africaine de Développement. Cela souligne la nécessité de trouver des solutions durables en matière de coordination et met l'accent sur le rôle de tous les ministères dans les programmes d'ASPL (Banque mondiale, 2023).

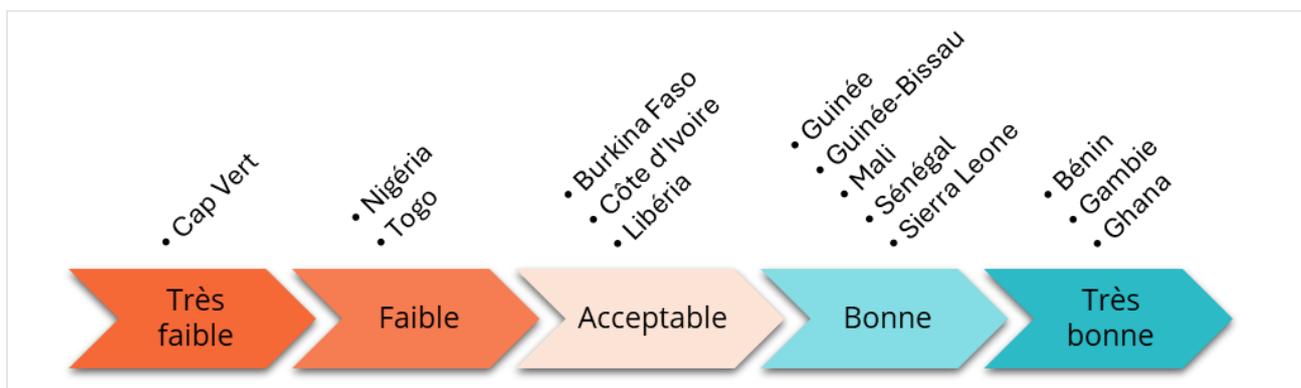
6.7. PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ

La participation communautaire englobe l'implication des membres de la communauté dans les opérations quotidiennes et la supervision des programmes d'alimentation scolaire. Cette participation peut aller de la fourniture de denrées alimentaires et de la préparation des repas au suivi, à l'établissement de rapports et à l'apport de contributions financières ou en nature. Les programmes qui favorisent l'appropriation et la responsabilisation de la communauté ont plus de chances d'être durables et d'évoluer vers une prise en charge par le

gouvernement. En outre, lorsque les communautés sont responsabilisées par ces programmes et y participent activement, de meilleurs résultats sont généralement observés.

Dans la région de la CEDEAO, il existe diverses formes d'implication de la communauté, chacune illustrant le rôle joué par l'école et la communauté dans le cadre de l'ASPL. Les données de l'enquête indiquent que la participation de la communauté est généralement considérée comme acceptable ou bonne, très peu de pays faisant état de faibles niveaux d'engagement.

Figure 10: Réponses à l'enquête sur le niveau de participation communautaire dans les pays



Au Bénin, la mobilisation de la communauté est notable, les membres participant activement à tous les aspects des opérations de la cantine scolaire. Les communautés contribuent non seulement en cuisinant, mais aussi en fournissant des aliments frais provenant des jardins communautaires et en apportant des contributions financières. Certains membres de la communauté s'organisent même pour offrir le petit-déjeuner aux enfants, reconnaissant ainsi l'impact significatif des repas scolaires.

La Gambie présente un niveau élevé de participation communautaire, mandaté par le gouvernement à travers l'obligation pour chaque école dotée de programmes d'ASPL de créer un comité de gestion alimentaire (Food Management Committee - FMC). Ce comité est composé de parents, d'enseignants, de membres de la communauté et de représentants élus des élèves. Les parents jouent souvent un rôle de premier plan afin de s'assurer que les décisions prises profitent directement à leurs enfants.

Cette participation favorise un sentiment de responsabilité et d'appropriation, essentiel pour la durabilité de ces programmes.

La participation communautaire au Sénégal est considérée comme très bonne, avec d'importantes contributions à la fois financières et en nature de la part de la communauté. Les parents versent une contribution mensuelle de 200 XOF (0,33 centimes USD) par enfant, ce qui permet de s'assurer qu'aucun enfant n'est privé de repas en raison de contraintes financières. Il est remarquable que les cuisinières offrent leurs services bénévolement, mus par un sentiment de devoir envers les enfants de leur communauté.

En Sierra Leone, le Secrétariat national à l'alimentation scolaire au sein du Ministère de l'Éducation de Base et de l'Enseignement Secondaire Supérieur (MBSSE) encourage la participation de la communauté au début de chaque année scolaire par le biais d'efforts de sensibilisation. Chaque école est encouragée à se doter d'un comité de gestion scolaire afin de garantir l'implication active de la communauté, identifiée comme un facteur clé de succès.

La Guinée Bissau est confrontée à une disparité dans la participation communautaire entre les zones urbaines et rurales, avec des comités de gestion scolaire plus actifs dans les communautés rurales ou plus petites. À l'inverse, en Côte d'Ivoire, la participation communautaire serait plus importante dans les grandes villes comme Abidjan, où les parents contribuent financièrement chaque semestre, alors que les communautés rurales sont confrontées à des difficultés en matière de contributions financières ou en nature, aggravées par un manque de confiance entre la communauté et la direction de l'école.

Les résultats de l'enquête indiquent que le Bénin, la Gambie et le Ghana ont de très bons niveaux de participation communautaire ; la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone font état de bons niveaux ; le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Liberia ont des niveaux acceptables ; et le Nigeria et le Togo se distinguent par des niveaux très faibles de participation communautaire.

6.8. ACHAT DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

L'un des aspects essentiels de l'initiative d'ASPL consiste à rapprocher l'offre (agriculteurs) de la demande (écoles/enfants). Cela implique l'approvisionnement, l'achat, la transformation et la livraison de produits alimentaires par le biais d'un réseau comprenant des fournisseurs, des transformateurs, des transporteurs et des distributeurs, de l'exploitation agricole directement à l'école. La chaîne d'approvisionnement peut comporter différents degrés d'agrégation, de transformation et de contrôle de la qualité, adaptés au type et à la diversité des produits alimentaires. Les méthodes d'approvisionnement peuvent varier, y compris les achats directs auprès des petits exploitants agricoles, des coopératives, des marchés locaux, ou par l'intermédiaire d'opérateurs tiers, en utilisant des modèles centralisés, décentralisés ou hybrides. Chaque modèle, adapté aux contextes et aux capacités spécifiques des pays, offre des avantages et des défis distincts.

La littérature suggère que les programmes d'ASPL peuvent bénéficier de manière significative aux systèmes alimentaires locaux, en améliorant les capacités des agriculteurs locaux et leur accès aux marchés, créant ainsi de nouvelles opportunités génératrices de revenus, en particulier pour les femmes et les jeunes (IFPRI, 2017 ; FAO et al., 2021 ; Valencia et al., 2019 ; PAM, 2017). Des études récentes soulignent l'importance de consolider les données disponibles et d'investir dans l'analyse quantitative pour mesurer les effets sur les systèmes alimentaires locaux, les petits exploitants et les communautés dans leur ensemble (CIAT, 2023).

Un modèle centralisé est souvent utilisé pour la fourniture régulière de l'alimentation scolaire. Il s'agit généralement de denrées sèches et non périssables qui peuvent être stockées et transportées sur de longues distances. Ce modèle centralise les achats au niveau national ou, dans les cas qui ne sont pas gérés par le gouvernement, une seule entité peut acheter de grandes quantités de denrées, qui sont ensuite distribuées aux centres régionaux, puis aux écoles. En Côte d'Ivoire, par exemple, la Direction de l'Alimentation Scolaire (DAS) du Ministère de l'Éducation lance un appel à manifestation d'intérêt auprès des fournisseurs. Les fournisseurs retenus livrent les aliments à un point central à Abidjan, d'où ils sont transportés vers des entrepôts régionaux avant d'être expédiés aux écoles. Le modèle de centralisation permet de réaliser des économies d'échelle, d'améliorer le pouvoir de négociation et de garantir des prix alimentaires plus stables. Il facilite une qualité et une quantité constantes des produits alimentaires et réduit les coûts de transaction et les charges administratives. En outre, il minimise les risques de corruption et de mauvaise gestion en regroupant les achats et les livraisons au sein d'une seule entité. Toutefois, ce modèle limite également l'implication des communautés locales et des petits exploitants agricoles, ce qui pourrait nuire à l'appropriation et à la durabilité du programme en raison de son approche descendante.

En revanche, un modèle décentralisé permet des achats au niveau de la région, de la communauté ou de l'école, facilités par des structures gouvernementales décentralisées ou directement par des comités de repas scolaires, qui peuvent inclure des enseignants et des membres de la communauté. Au Nigeria, par exemple, les écoles s'approvisionnent directement auprès des

petits exploitants agricoles locaux, ce qui réduit considérablement les coûts de transaction et garantit que des aliments frais peuvent être achetés et livrés aux écoles. Au Nigeria, 150 000 petits exploitants agricoles bénéficient de ce programme. Avant la pandémie, 6 millions d'œufs d'origine locale et 80 tonnes de poisson étaient consommés chaque semaine par 9,2 millions d'écoliers du pays. Le Mali, où 99 pour cent des programmes d'alimentation scolaire sont mis en œuvre au moyen de transferts monétaires par le PAM, le gouvernement et d'autres acteurs, illustre cette approche. Les communautés sont censées gérer les activités d'alimentation scolaire, mais elles manquent souvent des capacités nécessaires. Ainsi, les structures décentralisées du ministère de l'éducation, comme le Centre d'animation pédagogique (CAP), gèrent la distribution d'argent aux écoles. Les COGES achètent ensuite la nourriture sur les marchés locaux, soutenant ainsi l'agriculture et l'économie locales. Le CAP et le PAM contrôlent les achats et la distribution des denrées alimentaires, garantissant ainsi l'intégrité du programme. La Guinée emploie une approche similaire, utilisant l'argent mobile pour fournir des fonds aux comités communautaires pour les achats locaux, renforçant ainsi l'économie locale.

L'approche du Ghana présente une variante du modèle décentralisé, où le programme est externalisé. Le Ministère de l'Administration Locale et du Développement Rural verse des fonds aux assemblées de district qui, à leur tour, allouent ces ressources aux traiteurs chargés de l'achat, de la préparation et de la distribution des aliments dans les écoles. Les traiteurs peuvent s'approvisionner directement auprès de petits exploitants agricoles, de coopératives ou de marchés. Ce modèle génère des emplois communautaires, des revenus pour les ménages et permet aux écoles de se concentrer uniquement sur les activités éducatives. Les résultats préliminaires d'une évaluation d'impact au Ghana montrent une augmentation de 33 pour cent des ventes agricoles et une forte augmentation du revenu des ménages dans les interventions où l'alimentation scolaire locale a été mise en œuvre (Aurino et al., 2016). Cependant, les retards dans les transferts de fonds peuvent avoir un impact sur la livraison en temps voulu de repas de qualité.

L'adoption de contributions en espèces dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire favorise la diversification du régime alimentaire des élèves et a un impact positif sur l'économie locale en créant des liens entre les petits agriculteurs ou détaillants et les écoles. Le modèle de transfert de fonds pour l'alimentation scolaire s'est avéré facilement transférable à la gestion gouvernementale. Néanmoins, un décaissement tardif des fonds peut entraîner des retards dans la livraison des repas.

Les achats de denrées alimentaires sont de plus en plus considérés comme un moyen de faire progresser les systèmes alimentaires durables, en améliorant l'accès à des aliments sains et en influençant le comportement des consommateurs. Ils permettent également de développer les chaînes de valeur agricoles et d'influencer les modes de production. Bien qu'il y ait un fort désir de s'approvisionner localement et de devenir autosuffisant, de nombreux pays de la région sont confrontés à des défis en matière d'approvisionnement et d'achat de denrées

alimentaires. Par exemple, au Libéria, les problèmes liés aux unités de conservation et de transformation des aliments, ainsi que les mesures insuffisantes en matière d'approvisionnement alimentaire, font que les aliments arrivent souvent dans les écoles dans des conditions inadéquates. Une évaluation des approvisionnements alimentaires réalisée en juillet 2023 a révélé que 84 pour cent des agriculteurs ont identifié l'étape de la transformation comme le point le plus probable de perte de nourriture, suivi par le stockage.

Les résultats de l'enquête et les données qualitatives recueillies montrent qu'il est essentiel d'investir dans les petits exploitants agricoles et les coopératives, en particulier pour résoudre les problèmes de stockage et de transformation. Il s'agit notamment de fournir les outils, l'équipement et la formation nécessaires pour renforcer leurs capacités. En outre, l'état des routes et des infrastructures de base affecte considérablement l'accès au marché et les opportunités économiques pour les agriculteurs, ce qui entraîne des pertes alimentaires tant qualitatives que quantitatives. Les routes et les infrastructures, en tant qu'éléments de la chaîne d'approvisionnement globale, apparaissent comme des options prioritaires pour les investissements visant à réduire les pertes post-récolte et à garantir la sécurité alimentaire.

Selon la FAO, environ 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires, soit près d'un tiers des denrées produites dans le monde pour la consommation humaine, est perdue ou gaspillée chaque année. La réduction des pertes post-récolte est essentielle pour la sécurité alimentaire. Les investissements gouvernementaux dans les installations de stockage, telles que les silos à grains et à riz, les entrepôts et les chambres froides, pourraient bénéficier de manière significative aux agriculteurs et aux coopératives qui approvisionnent les écoles ou les marchés, soutenant en fin de compte les objectifs des programmes d'ASPL.

La chaîne d'approvisionnement et les achats sont essentiels à la réussite des programmes d'ASPL, car ils influencent la qualité, la quantité et la diversité des repas scolaires, ainsi que les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre des programmes.

6.9. PROGRAMMATION SENSIBLE À LA NUTRITION ET INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES

Les programmes sensibles à la nutrition et les initiatives complémentaires jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de l'efficacité des programmes d'ASPL en Afrique de l'Ouest. Il est impératif que les aliments fournis soient non seulement d'origine locale, mais aussi nutritifs, de haute qualité et préparés dans le strict respect des mesures de sécurité alimentaire. Cette approche globale va au-delà de la simple acquisition de denrées et englobe le stockage, la cuisson, le service et les conditions générales dans lesquelles ces activités se déroulent. Des lignes directrices et des outils doivent être mis en place pour faire respecter la planification et les mesures qui favorisent l'adoption d'habitudes saines, ce qui fait des écoles des plateformes essentielles pour intégrer des interventions sensibles à la nutrition au sein des communautés.

L'impact de l'intégration d'aliments sains, de qualité et nutritifs dans les programmes d'ASPL est significatif pour les enfants et les communautés de la région de la CEDEAO. Alors que les aliments de base comme le riz et les haricots dominent les achats, l'inclusion de légumes et de fruits dans les repas scolaires reste limitée. Cependant, des initiatives telles que les jardins scolaires présentent une solution à multiples facettes en enrichissant le panier alimentaire avec des aliments sains, nutritifs et d'origine locale. Ces jardins fournissent non seulement des aliments riches en micronutriments, mais servent également de plateformes éducatives où les enfants et les communautés apprennent la valeur de la culture et de la consommation d'aliments sains.

Le Sénégal est une étude de cas convaincante qui illustre les résultats positifs de l'intégration des fermes communautaires et des jardins scolaires dans les programmes d'ASPL. Soutenues par Counterpart International et financées par le Ministère Américain de l'Agriculture (USDA), ces initiatives ont considérablement amélioré l'approvisionnement en aliments cultivés localement et riches en nutriments, tels que les patates douces et les haricots mungo. En outre, les jardins communautaires servent d'activités génératrices de revenus, permettant aux écoles d'acheter des aliments frais et locaux à une échelle nécessaire, ce qui permet de résoudre les problèmes de stockage (Counterpart International).

De même, au Bénin, des projets innovants tels que le grand jardin de l'école primaire Goulo-Sodji ont permis d'améliorer l'apport nutritionnel des élèves tout en soutenant les coûts opérationnels de la cantine scolaire grâce à la vente des fruits récoltés dans le jardin. Le Togo a stratégiquement positionné l'ASPL comme une pierre angulaire de sa stratégie de protection sociale, en intégrant des jardins scolaires et des unités avicoles dans plus de 100 écoles. Ces initiatives permettent non seulement d'introduire des aliments riches en nutriments dans le régime alimentaire des élèves, mais aussi d'intégrer des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique afin d'améliorer la production de légumes dans les jardins scolaires.

Toutefois, des difficultés persistent dans la mise en œuvre de programmes sensibles à la nutrition dans l'ensemble de la région. L'élaboration de menus scolaires et de directives diététiques, bien que cruciale, se heurte à des obstacles dans la mise en œuvre pratique en raison d'un manque de financement, comme on l'a vu dans des pays comme la Gambie (UNICEF). Néanmoins, des efforts pour relever ces défis sont en cours, avec des pays comme le Ghana qui donnent la priorité à l'éducation nutritionnelle pour les ménages de la communauté afin de promouvoir des habitudes alimentaires saines (Ghana Health Service).

Au fur et à mesure que les programmes d'ASPL évoluent, l'accent est mis de plus en plus sur la promotion de comportements positifs au-delà de la nutrition, y compris le lavage des mains et le déparasitage, afin de promouvoir la santé et le bien-être de l'enfant dans son ensemble. En outre, les écoles deviennent des centres d'action et d'adaptation climatique dans des pays comme la Sierra Leone et la Guinée, où des efforts sont déployés pour éduquer les communautés sur le changement climatique et promouvoir des méthodes de préparation des aliments qui tiennent compte du climat (Programme Alimentaire Mondial).

Exploiter les déchets pour un avenir durable : Le pouvoir des biodigesteurs dans les écoles du Togo

Les biodigesteurs sont des systèmes qui décomposent les déchets organiques, tels que les restes de nourriture et le fumier animal, en biogaz et en lisier. Le biogaz peut être utilisé comme un combustible propre et renouvelable pour la cuisine, et le lisier biologique peut être utilisé comme un engrais riche et naturel pour les cultures. Il s'agit donc d'une méthode respectueuse de l'environnement qui permet d'économiser de l'argent et du temps sur le bois de chauffage et le charbon de bois, qui sont tous deux coûteux et mauvais pour l'environnement et la santé. Les biodigesteurs peuvent également contribuer à améliorer la qualité et la quantité des aliments, en utilisant les déchets organiques comme ressource et en stimulant la production agricole. Il s'agit donc d'une technologie utile qui peut soutenir les programmes d'alimentation scolaire au Togo, en fournissant de l'énergie propre, des engrais organiques et une éducation à l'environnement.

Les bio-digesteurs ne sont pas encore très répandus dans les programmes d'alimentation scolaire du Togo, mais certains projets tentent de promouvoir leur utilisation et leurs avantages.

En fin de compte, la durabilité des programmes d'ASPL dépend de l'accès à l'énergie, en particulier dans des régions comme la Guinée où le manque d'électricité pose des problèmes pour la transformation et la conservation des aliments. Des initiatives telles que le projet Energizing Home-Grown School Feeding (E-HGSF), qui intègre des solutions d'énergie renouvelable, représentent des avancées significatives pour rendre les programmes d'ASPL plus durables et respectueux de l'environnement dans toute la région (Programme Alimentaire Mondial).

6.10. SYSTÈMES DE DONNÉES ET DE SUIVI : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Des cadres de suivi et d'évaluation (S&E) efficaces sont l'épine dorsale des programmes de repas scolaires réussis dans la région de la CEDEAO. Ces cadres, dotés d'indicateurs de mesure normalisés, sont essentiels pour superviser chaque aspect de la mise en œuvre du programme, de la livraison des aliments à la consommation. En établissant des indicateurs de base, les outils de suivi et d'évaluation rationalisent les opérations, identifient les domaines à améliorer et garantissent la responsabilité, ce qui permet de progresser vers les objectifs du programme. L'adoption d'un ensemble, sinon de la totalité, des indicateurs de résultats et d'extrants spécifiques suggérés pour le cadre de ressources de l'ASPL dans la région de la CEDEAO permettra de combler le manque de connaissances sur l'approche et d'informer de manière significative la prise de décision (voir le tableau en page suivante).

Figure 11: Vue d'ensemble des résultats, des produits et des indicateurs suggérés pour l'ASPL

Résultats et indicateurs de résultats		Résultats et indicateurs de résultats	
Résultat : Augmentation de la participation au marché des petits exploitants agricoles avec des produits de qualité et diversifiés			
Degré de participation des petits exploitants agricoles dans le programme	1. Volume et valeur des denrées alimentaires achetées par le programme HGSF aux petits exploitants agricoles, par produit de base	Les écoles incluent dans leurs menus des aliments provenant de petits exploitants	1. Nombre d'écoles qui incluent dans leurs menus des aliments provenant de petits exploitants agricoles
	2. Nombre de petits exploitants agricoles ayant vendu des denrées alimentaires au programme de l'ASPL		2. Nombre de garçons et de filles qui consomment des aliments provenant de petits exploitants agricoles dans le cadre du programme
	3. Volumes et valeurs des ventes des petits exploitants agricoles aux agrégateurs ciblés		3. Quantités et parts de denrées alimentaires provenant de petits exploitants agricoles fournies dans le cadre des repas scolaires
	4. Nombre de petits exploitants agricoles ayant vendu des denrées alimentaires à des agrégateurs ciblés		4. Nombre d'écoles couvertes par le programme
Effets de la participation à l'ASPL sur la production et la productivité des petits exploitants agricoles	5. Nombre de petits exploitants ayant augmenté leur production agricole, par produit de base	Les petits exploitants agricoles, y compris les femmes, sont aidés à produire des excédents alimentaires de qualité qui peuvent être achetés pour les programmes d'alimentation scolaire.	5. Nombre de garçons et de filles couverts par le programme
	6. Nombre d'agriculteurs ayant diversifié leur production agricole		6. Quantités de denrées alimentaires fournies dans le cadre des repas scolaires
	7. Nombre d'agriculteurs ayant augmenté leur productivité agricole (rendement/ha), par produit de base		7. Nombre de petits exploitants agricoles ayant reçu une aide pour augmenter et diversifier leur production et améliorer leur productivité
	8. Nombre d'agriculteurs ayant réduit les pertes post-récolte grâce à des techniques améliorées ou à la participation à des services de manutention et de stockage post-récolte		8. Nombre et valeur des intrants fournis aux petits exploitants, par type
	9. Nombre d'agriculteurs ayant obtenu un accès au crédit pour augmenter leur production et/ou leur productivité		9. Nombre et types d'assistance fournis aux petits exploitants agricoles dans différentes régions, y compris en : <ul style="list-style-type: none"> ▶ cultures diversifiées ▶ pratiques agricoles ▶ la manipulation et le stockage après récolte ▶ marketing et autres
Effets de l'ASPL sur la vulnérabilité des petits exploitants agricoles	10. Diversité des cultures et des produits animaux produits		
	11. Scores de diversité alimentaire et scores de consommation alimentaire pour les agriculteurs		
	12. Indice de stratégie d'adaptation des petits exploitants agricoles		

Résultat : Accès des écoliers à des aliments frais et diversifiés

Effets de l'augmentation de la l'acceptation de l'ASPL	14. Absentéisme des garçons et des filles après l'introduction de l'ASPL	Les enfants en âge scolaire reçoivent des repas à l'école	<p>10. Nombre de filles et de garçons dans les groupes d'âge concernés ayant bénéficié de repas scolaires</p> <p>11. Quantités d'aliments fournies par un repas scolaire moyen, par groupe d'aliments (réelles par rapport aux prévisions)</p> <p>12. Macro- et micronutriments apportés par un repas scolaire moyen, en pourcentage des besoins quotidiens des enfants de différents groupes d'âge (réels par rapport aux prévisions)</p>
Effets d'une plus grande diversité alimentaire et de la qualité des repas de l'ASPL	<p>15. Score de diversité alimentaire des enfants recevant des repas scolaires</p> <p>16. Absentéisme des garçons et des filles pour cause de maladie</p>	Des investissements importants sont réalisés éviter les sources de maladie et d'infection	<p>13. Quantités et types d'articles non alimentaires fournis ou installations construites/améliorées</p> <p>14. Nombre d'écoles et d'enfants ayant accès à une source d'eau potable améliorée</p>
		Les écoles dotées d'un FMSH fournissent une alimentation adéquate, diversifiée et fraîche.	15. Nombre et pourcentage d'écoles couvertes par le programme HGSP qui fournissent des repas alignés sur les critères nutritionnels (lignes directrices et normes)

Source: Cadre de ressources pour l'alimentation scolaire basée sur la production locale, FAO-PAM, 2018

Si la plupart des pays de la région disposent d'une forme ou d'une autre de mécanismes de suivi des données, ils sont confrontés à un problème commun : l'absence de systèmes complets de gestion des données capables de fournir des informations en temps réel. Cette lacune entrave l'efficacité de la gestion des programmes et de la prise de décision. Par conséquent, l'adoption d'outils sophistiqués et axés sur les données pour améliorer les processus de collecte et d'analyse des données est largement préconisée.

Dans plusieurs pays comme le Ghana, le Libéria, le Nigéria, le Sénégal et la Sierra Leone, les systèmes de suivi de la fréquentation scolaire sur papier sont encore très répandus. Cependant, ces systèmes souffrent de retards, d'incohérences et de problèmes de transparence. Pour relever ces défis, les pays doivent établir des cadres de suivi et d'évaluation solides et donner la priorité à la numérisation des processus de collecte de données.

Les efforts entrepris par l'initiative de données et de suivi de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire sont cruciaux à cet égard. L'initiative vise à soutenir les gouvernements membres non seulement en fournissant des outils de suivi avancés, mais aussi en se concentrant sur la mise en place de systèmes, l'affinement des processus et le renforcement des capacités du personnel. Cette approche globale vise à aborder les domaines clés suivants :

- Convenir d'indicateurs de base : L'initiative vise à établir un consensus sur un ensemble d'indicateurs de base avec des méthodologies claires pour le calcul et l'établissement de rapports. Ces indicateurs amélioreront la cohérence et la comparabilité des données entre les pays, ce qui renforcera

l'efficacité des efforts de suivi.

- Améliorer les processus de saisie des données : En étroite collaboration avec les gouvernements, l'initiative établira des processus normalisés pour la saisie et la communication systématiques de données de haute qualité. Cet effort vise à rationaliser les efforts de collecte de données, à réduire la duplication des demandes du personnel et à garantir la fiabilité et l'exactitude des données collectées.
- Développer des stratégies de diffusion et de communication : Une solide stratégie de diffusion et de communication sera élaborée pour garantir que les praticiens aient accès aux informations générées par les efforts de suivi et d'évaluation et qu'ils puissent les utiliser pleinement. Cette stratégie facilitera la diffusion efficace des meilleures pratiques, des enseignements tirés et des idées exploitables auprès des parties prenantes concernées, favorisant ainsi le partage des connaissances et le renforcement des capacités.
- Création d'une base de données mondiale sur les repas scolaires : L'un des principaux objectifs de l'initiative est de créer une base de données mondiale unique, officielle et fiable sur les repas scolaires et les activités connexes. Cette base de données servira de bien public mondial en recueillant, stockant, conservant et rendant accessibles des données nationales actualisées sur les repas scolaires, ainsi que sur la santé et la nutrition à l'école. En centralisant ces informations, la base de données fournira des informations précieuses aux décideurs politiques, aux chercheurs et aux praticiens, permettant une prise de décision fondée sur des preuves et encourageant la collaboration et le partage des connaissances au-delà des frontières.

Étude de cas :

Exploiter les données pour le changement : Transformer l'alimentation scolaire au Ghana

Introduction

Au cœur du paysage éducatif ghanéen se trouve une initiative transformatrice : le programme d'alimentation scolaire du Ghana (GSFP). Ce programme, né en 2005 avec seulement dix écoles bénéficiaires, s'est transformé en une entreprise nationale, bénéficiant à plus de 3,8 millions d'élèves à la fin de l'année scolaire 2023. Pourtant, derrière cette réussite se cache un défi : la nécessité d'une gestion rationalisée des données. Cette étude de cas se penche sur l'évolution du GSFP et sur le rôle central joué par le système de suivi des données et des informations sur l'alimentation scolaire dans la révolution de son efficacité et de sa portée .

Historique du programme de repas scolaires au Ghana

Le GSFP est apparu comme une lueur d'espoir, visant non seulement à augmenter la scolarisation et la fréquentation scolaire, mais aussi à lutter contre la faim et la malnutrition. En mettant l'accent sur l'utilisation des denrées alimentaires locales, le programme a non seulement stimulé la production alimentaire nationale, mais a également créé des opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes. Parmi les étapes importantes, on peut citer la mise en place de fiches journalières, la numérisation des outils de suivi et l'élaboration de menus adaptés aux besoins nutritionnels et aux producteurs locaux.

Système de suivi des données et de l'information sur l'alimentation scolaire

- Identification du problème : L'incohérence des données et le manque d'informations en temps réel ont constitué des défis importants pour l'efficacité du GSFP. Le passage à des outils numérisés visait à résoudre ces problèmes, en s'alignant sur le programme de numérisation plus large du gouvernement.
- Situation avant le système de suivi : La collecte manuelle des données au niveau du district entraînait des retards, des inexactitudes et un manque d'efficacité dans le traitement et l'analyse des données.

Le Ghana apparaît comme un leader dans la région de la CEDEAO pour ses efforts louables dans l'amélioration des données et des systèmes de suivi pour les programmes de repas scolaires. Bien que des défis persistent, l'approche proactive du Ghana et sa volonté d'amélioration l'ont propulsé à l'avant-garde de l'innovation dans ce domaine.

L'étude de cas sur les efforts du Ghana fournira des informations précieuses sur le parcours du pays pour améliorer ses systèmes de données et de suivi.

En Guinée-Bissau, l'introduction de School Connect représente un autre progrès significatif dans la gestion des données, en rationalisant les processus de collecte et d'analyse des données. Les tableaux de bord en temps réel de l'outil améliorent la gestion du programme et la prise de décision, en réduisant les erreurs et l'inefficacité associées aux rapports manuels.

- Processus de mise en œuvre : Le GSFP a été le fer de lance de la numérisation des outils de suivi, en s'appuyant sur le soutien de parties prenantes telles que le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Des sessions de formation ont permis aux principales parties prenantes d'acquérir les compétences nécessaires pour utiliser efficacement ces outils.
- Résultats obtenus : Le système de suivi a révolutionné la précision et l'accessibilité des données, facilitant la résolution immédiate des problèmes et renforçant la transparence. Il a également ouvert la voie à une collaboration renforcée entre le GSFP, les agences gouvernementales et les autorités de district.
- Utilisation des résultats : Le système de suivi fournit des données complètes sur divers paramètres du programme, de l'inscription à l'adhésion au menu, ce qui facilite la prise de décisions éclairées.
- Utilisation du système : Les agences gouvernementales et les ONG utilisent ces données pour éclairer la politique, le financement et la planification des programmes, démontrant ainsi son rôle déterminant dans la conduite de changements significatifs.

Enseignements tirés et domaines d'amélioration

- Enseignements tirés : L'efficacité des processus de collecte des données et l'amélioration de la précision des données sont les principaux enseignements tirés du processus de mise en œuvre.
- Domaines à améliorer : L'accès permanent à l'internet et le suivi par GPS sont considérés comme des domaines à améliorer pour surmonter les difficultés logistiques.

Conclusion

L'expérience ghanéenne souligne le pouvoir de transformation des données dans la mise en œuvre de programmes sociaux efficaces. Alors que le GSFP poursuit sa route, le système de suivi des données et des informations sur l'alimentation scolaire témoigne du potentiel de l'innovation numérique pour remodeler les paysages de l'éducation et de la nutrition. En s'engageant à s'améliorer en permanence, le Ghana ouvre la voie à un avenir où chaque enfant aura accès non seulement à l'éducation, mais aussi à l'alimentation et aux opportunités.

Le Sénégal prévoit d'introduire School Connect en 2024, en étendant ses capacités pour saisir les contributions communautaires aux repas scolaires. Cette fonctionnalité fournira des informations précieuses sur l'impact de la participation communautaire, en mettant en évidence les avantages quantitatifs et qualitatifs de ces contributions.

En se concentrant sur ces domaines critiques et en adoptant une approche holistique qui englobe à la fois des outils et des mesures de renforcement des capacités, l'initiative de données et de suivi de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire vise à renforcer la base des programmes de repas scolaires dans la région de la CEDEAO, améliorant ainsi leur impact sur la santé, la nutrition et le bien-être des enfants dans les pays membres. [[PAM Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022](#)].

7. PLAIDOYER MONDIAL ET COOPÉRATION SUD-SUD

7.1. COALITION POUR LES REPAS SCOLAIRES

La Coalition pour l'Alimentation Scolaire, issue du Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires, est une initiative gouvernementale visant à revitaliser les programmes de repas scolaires, à renforcer les systèmes alimentaires et éducatifs et à mener des actions en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). En réponse à divers défis mondiaux, cette coalition a obtenu le soutien de 97 pays, de 3 organismes régionaux et de 127 partenaires, tous unis dans leurs efforts pour faire face à ces crises et veiller à ce que chaque enfant ait la possibilité d'apprendre, de grandir et de s'épanouir. Il est à noter que ces chiffres correspondent à la date du rapport et qu'une croissance continue est prévue.

Les initiatives menées par les partenaires sont conçues pour soutenir l'action au niveau national :

1. La recherche : Le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition à l'école, dont le secrétariat se trouve à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, fournit des données scientifiques sur les actions programmatiques à privilégier, en fonction de leur impact et de leur rapport qualité-prix ;
2. Le financement : L'initiative de financement durable, fondée par le Forum mondial de l'éducation, collabore avec les gouvernements et les donateurs pour accroître et mieux coordonner le financement national et international des programmes d'alimentation scolaire ; et
3. Données : L'initiative de données et de suivi, hébergée par le PAM, soutient le développement d'une base de données mondiale sur les repas scolaires afin de suivre et de contrôler les réalisations de la coalition.

La coalition a notamment mis l'accent sur les nombreux avantages des repas scolaires, en mettant en œuvre un plan solide pour traduire les engagements en résultats tangibles. Avec le soutien de l'Union africaine (UA) et de la CEDEAO, les programmes d'ASPL fournissant des repas gratuits et nutritifs ont été reconnus comme des stratégies polyvalentes pour répondre aux priorités mondiales immédiates liées aux crises alimentaires et éducatives.

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, 14 des 15 pays de la CEDEAO ont rejoint la Coalition pour les repas scolaires, démontrant ainsi leur engagement collectif à améliorer l'accès aux repas scolaires pour les enfants sur leur territoire. Le Ghana et la Guinée-Bissau ont été les derniers membres de la CEDEAO à rejoindre la Coalition en 2023, laissant le Cabo Verde comme le dernier pays à ne pas l'avoir fait. Sept des 15 pays de la CEDEAO, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Liberia, le Mali, le Sénégal et le Togo, sont allés plus loin en soumettant leurs engagements nationaux. Ces engagements décrivent les plans et les objectifs spécifiques que chaque pays poursuivra pour fournir aux enfants des repas scolaires sains et nutritifs, démontrant leur vision de tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour relever les défis régionaux et mondiaux.

7.2. COOPÉRATION SUD-SUD

La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire constituent une plateforme d'apprentissage mutuel pour les pays du Sud, confrontés à des défis similaires ou partageant des contextes similaires. Cette approche facilite le partage et l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements. Depuis 2020, plusieurs pays de la région ont participé à des visites d'étude dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, soit en tant que pays visiteurs à la recherche d'idées, soit en tant que pays hôtes offrant leur expertise.

7.3. VISITE D'ÉTUDE DE LA SIERRA LEONE AU KENYA

En 2023, le gouvernement de la Sierra Leone a entrepris une visite d'étude au Kenya afin de tirer des enseignements de la transition réussie du Kenya de l'alimentation scolaire traditionnelle à l'alimentation scolaire basée sur la production locale et des mesures prises par le Kenya pour s'appropriier le programme à l'échelle nationale. Depuis 2018, une organisation non gouvernementale locale au Kenya, Food 4 Education, est à l'avant-garde de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire, prenant le relais du Programme alimentaire mondial (PAM) après 38 ans de gestion. Food 4 Education fournit actuellement à 124 000 enfants des repas chauds, abordables et nutritifs chaque jour d'école, avec l'objectif ambitieux de nourrir 200 000 apprenants par jour d'ici la fin de 2023 et de viser 1 million d'apprenants chaque jour dans les cinq prochaines années. Le gouvernement de la Sierra Leone, qui a lancé son programme phare d'éducation scolaire gratuite et de qualité (FQSE) en 2018, souhaite accélérer sa transition vers un programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale. Le voyage d'étude au Kenya a permis à la délégation sierra-léonaise d'observer directement le rôle intégral des petits exploitants agricoles dans la chaîne d'approvisionnement, la gestion des produits entrants dans les écoles et le soutien de la politique d'alimentation scolaire du Kenya pour faciliter le programme grâce à un environnement propice. La visite a également permis de mieux comprendre les aspects techniques de la manière dont le Ministère de l'Education du Kenya débourse des fonds pour les interventions d'alimentation scolaire et les mécanismes de responsabilité pour les fonds reçus par les administrateurs scolaires. Un aspect particulièrement instructif de la visite a été l'observation de la méthode de cuisine centralisée du Kenya, où les repas sont préparés tôt le matin et distribués dans les écoles du pays. Cette expérience a offert à la Sierra Leone des perspectives précieuses sur la manière d'affiner et d'améliorer son propre programme d'alimentation scolaire.

7.4. VISITE DU BURUNDI AU SÉNÉGAL

Après une visite d'étude éclairante au Bénin en 2021, conduite par la Première Dame du Burundi, qui a notamment renforcé l'engagement du gouvernement burundais en faveur de l'alimentation scolaire, une autre visite a été effectuée au Sénégal en 2023. Cette visite avait pour but d'explorer et de comprendre les initiatives locales en matière d'alimentation scolaire. Le Burundi, à ce stade, est dans la phase pilote de mise en œuvre de systèmes d'achat locaux décentralisés et a cherché à s'inspirer du modèle établi par le Sénégal. Depuis 2014, le Sénégal a été le premier à mettre en place un système de transfert mensuel d'argent aux écoles, un mécanisme qui permet aux écoles de s'approvisionner directement auprès de détaillants agréés. Ce réseau d'environ 700 petits commerçants fournit une gamme d'aliments de base pour les repas scolaires, notamment des céréales, de la farine, des légumineuses, de l'huile et du sel iodé, qui font tous partie intégrante du panier alimentaire traditionnel. L'objectif de la visite d'étude du Burundi allait au-delà de la simple observation. Elle visait à enrichir la base de connaissances des décideurs politiques et du personnel

technique burundais sur le développement et l'opérationnalisation de programmes d'alimentation scolaire centrés sur des produits sains, d'origine locale et nutritifs. La délégation s'est penchée sur l'expérience du Sénégal en matière d'enrichissement des aliments et sur les initiatives régionales plus larges, afin de mieux comprendre l'approche intégrée de l'alimentation scolaire adoptée au Sénégal et dans d'autres pays. Cette approche comprend un modèle de gestion caractérisé par une coordination centrale, des services décentralisés, du personnel spécialisé et une chaîne de responsabilités claire, ainsi que l'implication de divers secteurs, notamment la nutrition, l'agriculture et la protection sociale. La visite a permis à la délégation burundaise de mieux comprendre les mécanismes visant à stimuler la production agricole locale, en particulier la transformation et l'enrichissement des aliments de base au niveau local. Elle a également élargi leur perspective sur les stratégies visant à améliorer l'état nutritionnel de la population et à identifier les synergies au sein du programme d'alimentation scolaire, jetant ainsi les bases d'une réplique et d'une adaptation potentielles de ces modèles au Burundi.



8. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'état des lieux des programmes d'alimentation scolaire nationaux révèle de profonds avantages sociétaux et souligne le potentiel du continent africain à lutter efficacement contre la faim et la malnutrition, tout en préservant son capital humain. Malgré des progrès notables, il reste encore beaucoup à faire pour mettre en place des systèmes résistants. Il s'agit notamment de codifier les politiques en lois, de diversifier les sources de financement, d'améliorer la coordination multisectorielle, de renforcer la collaboration régionale, de consolider la prise de décision fondée sur des données, de réduire les pertes après récolte, d'impliquer le secteur privé et de promouvoir des pratiques respectueuses du climat. L'état des lieux de l'alimentation scolaire locale dans la région de la CEDEAO souligne également l'engagement collectif à répondre à l'insécurité alimentaire, à l'accès à l'éducation et à des objectifs de développement plus larges. Mettant l'accent sur la durabilité, l'équité et l'autonomisation locale, les initiatives d'ASPL se sont révélées prometteuses en ayant un impact significatif sur la vie de millions d'enfants. Cependant, des défis persistent, nécessitant des efforts concertés et des interventions stratégiques pour un changement durable.

8.1. RECOMMANDATIONS

a. Volonté politique et cadres juridiques :

- Les gouvernements devraient mettre en place des politiques en matière d'ASPL, impliquant une large consultation des parties prenantes, et donner la priorité à la promulgation de lois spécifiques afin de garantir la responsabilité et un financement durable.
- Les allocations budgétaires pour l'ASPL dans les cadres juridiques devraient être garanties pour assurer la continuité du programme malgré les changements politiques.

b. Mécanismes de financement durable :

- Les gouvernements doivent diversifier les sources de financement au-delà de la dépendance à l'égard des donateurs, en explorant des efforts novateurs de mobilisation des ressources, tels que la mobilisation fiscale générale, la fiscalité affectée, et en tirant parti d'instruments financiers tels que les obligations ODD et les investissements d'impact.

c. Coordination multisectorielle et gouvernance :

- Les programmes d'ASPL devraient être intégrés dans les politiques sectorielles, avec une sensibilisation interne et la mise en place de mécanismes de coordination fonctionnels impliquant toutes les parties prenantes concernées.

d. Coordination régionale et échange de connaissances :

- Une communauté de pratiques régionale dirigée par le CERFAM, en collaboration avec le PAM et le Consortium de recherche, soutiendra les gouvernements dans le suivi des progrès réalisés par rapport aux engagements nationaux. L'accent sera mis sur les 7 domaines des engagements nationaux, à savoir le financement, les cadres politiques et institutionnels, la coordination, la participation communautaire, les modèles d'approvisionnement, les données et le suivi, et la sensibilité à la nutrition.



e. Données pour la prise de décision :

- Les gouvernements devraient donner la priorité aux outils numériques de collecte de données, à une formation complète et à l'adoption d'indicateurs régionaux pour les programmes d'ASPL afin d'améliorer la prise de décision fondée sur des données probantes. En commençant par ce qui suit :
 1. Valeur des repas scolaires provenant de petits exploitants agricoles ou d'autres acteurs locaux.
 2. Volume des repas scolaires provenant de petits exploitants agricoles ou d'autres acteurs locaux.
 3. Nombre de nouveaux marchés nationaux auxquels les petits exploitants ciblés ont accédé grâce au programme.
 4. Proportion de petits exploitants agricoles [et d'autres acteurs] déclarant avoir amélioré leur accès au crédit.
 5. Proportion de petits exploitants agricoles [et d'autres acteurs] déclarant avoir amélioré leur accès aux intrants.
 6. Pourcentage de petits exploitants agricoles [et d'autres acteurs] qui déclarent avoir un meilleur accès aux possibilités de création de revenus.

f. Réduction des pertes après récolte :

- Élaborer des politiques et des stratégies globales pour minimiser les pertes après récolte, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités, l'amélioration des infrastructures et la collaboration entre les parties prenantes.

g. Engagement du secteur privé :

- Les gouvernements devraient engager le secteur privé avec prudence, en veillant à ce que les contributions s'alignent sur les normes nutritionnelles et les objectifs de santé publique.

h. Programmes d'ASPL respectueux du climat :

- Adopter des pratiques respectueuses de l'environnement dans les programmes d'ASPL, y compris des technologies d'énergie renouvelable et des stratégies d'adaptation au climat.

8.2. SECTION CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

a. Historique et contexte :

- Conclusions : Les développements récents indiquent une évolution vers des mises en œuvre conjointes entre les gouvernements et les partenaires internationaux, dans le but d'améliorer la durabilité et l'efficacité des programmes d'ASPL.
- Recommandations : Investir dans le renforcement des capacités, améliorer les partenariats et intégrer l'ASPL dans les politiques nationales.

b. Facteurs influençant l'efficacité du système d'ASPL :

- Conclusions : Les défis de l'éducation et de l'insécurité alimentaire persistent en Afrique de l'Ouest malgré les efforts déployés pour les résoudre ; les programmes d'ASPL

représentent une solution viable.

- Recommandations : Augmenter les investissements dans l'éducation, renforcer les systèmes de protection sociale, atténuer les effets du changement climatique et s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui contribuent aux conflits et aux perturbations économiques.

c. Analyse du paysage actuel :

- Conclusions : L'adoption des programmes d'ASPL reflète un engagement collectif en faveur de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'éducation ; il reste des défis à relever pour parvenir à une couverture cohérente et équitable.
- Recommandations : Renforcer les partenariats, poursuivre les recherches, partager les meilleures pratiques et explorer des mécanismes de financement innovants.

d. Cadres politiques et juridiques, capacité financière, coordination et dispositions institutionnelles, participation communautaire :

- Conclusions : Il est essentiel de combler les lacunes dans la mise en œuvre des politiques, de relever les défis financiers, de renforcer les mécanismes de coordination et d'encourager l'appropriation par la communauté pour une mise en œuvre efficace des programmes d'ASPL.
- Recommandations : Donner la priorité à la promulgation de lois, aux mécanismes de financement durable, à l'amélioration des mécanismes de coordination et à la promotion de la participation communautaire, notamment en diversifiant les sources de financement au-delà de la dépendance à l'égard des donateurs.

e. Modèles de passation de marchés, approche sensible à la nutrition, systèmes de données et de suivi :

- Conclusions : Des modèles d'approvisionnement équilibrés, des initiatives sensibles à la nutrition et des systèmes de gestion des données solides sont essentiels pour maximiser l'efficacité des programmes d'ASPL.
- Recommandations : Explorer des modèles d'approvisionnement hybrides, investir dans des initiatives sensibles à la nutrition et améliorer les systèmes de gestion des données.

f. Plaidoyer mondial et coopération Sud-Sud :

- Conclusions : La Coalition pour l'Alimentation Scolaire et la coopération Sud-Sud soulignent l'importance de la collaboration mondiale et de l'échange de connaissances pour des initiatives durables en matière d'alimentation scolaire.
- Recommandations : Encourager la poursuite de l'engagement dans la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, multiplier les possibilités de coopération Sud-Sud et renforcer les mécanismes de financement et de suivi.

En mettant en œuvre ces recommandations, les pays de la CEDEAO peuvent renforcer leurs programmes d'ASPL, garantissant un impact durable sur l'éducation, la santé, la nutrition et les économies locales tout en favorisant la résilience face aux défis futurs.

BIBLIOGRAPHIE

1. Marie T. Ruel and Harold Alderman, "Nutrition-Sensitive Interventions and Programmes: How Can They Help to Accelerate Progress in Improving Maternal and Child Nutrition?," *The Lancet* 382, no. 9891 (2013): 536–51.
2. Emergency Nutrition Network ENN, "What Does Nutrition-Sensitive Programming Mean for WFP?," *Field Exchange* 55, 2017, 63.
3. WFP, Regional Advocacy Brief: Nutrition-Sensitive Social Protection (World Food Programme Regional Bureau for the Middle East, North Africa, Central Asia and Eastern Europe, 2020), <https://www.wfp.org/publications/rbc-regional-advocacy-brief-nutrition-sensitive-social-protection>
4. World Bank, "New World Bank Country Classifications by Income Level: 2022-2023," July 1, 2022, <https://blogs.worldbank.org/opendata/new-world-bank-country-classifications-income-level-2022-2023>
5. World Bank. 2022. Western and Central Africa Education Strategy. From school to jobs: A journey for the young people of Western and Central Africa. © World Bank.FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). (2021). Food and Agriculture in Burkina Faso: A Country Review.
6. UNICEF. (2020). Education in Benin: Country Brief.
7. Verguet S, Limasalle P, Chakrabarti A, Husain A, Burbano C, Drake L, et al. The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. *Front Public Health*. 2020;8(December):1–9.
8. Bundy DAP, de Silva N, Horton S, Patton G, Schultz L, Jamison DT, et al. Investment in child and adolescent health and development: key messages from Disease Control Priorities, 3rd Edition. *The Lancet*. 2018;391(10121):687–99.
9. Pastorino S, Springmann M, Backlund U, Kaljonen M, Milani P, Bellanca R, et al. School meals and food systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity and food sovereignty: A White Paper of the Research Consortium for School Health and Nutrition, an initiative of the School Meals Coalition. London; 2023.
10. IFAD (International Fund for Agricultural Development). (2021). Investing in Rural People in Sierra Leone: Country Strategic Opportunities Programme.
11. World Bank. (2023). The Gambia Agriculture and Food Security Project: Implementation Status & Results Report.
12. WFP, "WFP Global Operational Response Plan."
13. GCNF, "School Meal Programmes Around the World: Results from the 2021 Global Survey of School Meal Programmes."
14. African Union Commission and African Union Development Agency – NEPAD (2022). AUDA-NEPAD Guidelines for the Design and Implementation of Home-Grown School Feeding Programmes in Africa. Midrand, South Africa, AUDA-NEPAD, <https://www.nepad.org/publication/guidelines-design-and-implementation-of-home-grown-school-feeding-programmes>
15. Counterpart International (2023). Sukaabe Janngo: Five years of Commitment and Community Engagement in the Saint Louis Region.
16. Counterpart International (2023). Collaborative Innovation Brings Mung Beans to Senegal.
17. Counterpart International (2016). Senegalese Community Begins in the Garden.
18. Education Commission (2022). School Meals Programmes and the Education Crisis: A Financial Landscape Analysis.
19. FAO. 2022. Local procurement from family farming for the school feeding programme – The experience of Belize. Belmopan.
20. FAO, Alliance of Bioversity International and CIAT and Editora da UFRGS (2021). Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets – Volume 1. Rome.
21. FAO. 2020. School-based food and nutrition education – A white paper on the current state, principles, challenges and recommendations for low- and middle-income countries. Rome.
22. FAO (2020). Togo: New School Feeding Law advances the fulfilment of the human rights
23. FAO. 2019. Nutrition guidelines and standards for school meals: a report from 33 low and middle-income countries. Rome. 106 pp.
24. FAO & WFP. 2018. Home-Grown School Feeding. Resource Framework. Technical Document. Rome
25. FAO (2017). Leveraging institutional food procurement for rural transformation. Rome
26. GCNF (2022). School Canteens: The Experience of Home-Grown School Feeding (HGSF) Boosts the Dynamism of School Canteens in Togo
27. International Institute for Sustainable Development (IISD) (2019). Why Financing Rural Infrastructure Is Crucial to Achieving Food Security
28. International Institute for Sustainable Development (IISD) (2018). Financing Rural Infrastructure: Priorities and pathways for ending hunger.
29. Kelly, S. and Swensson, L.F.J. 2017. Leveraging institutional food procurement for linking small farmers to markets: Findings from WFP's Purchase for Progress initiative and Brazil's food procurement programmes. FAO Agricultural Development Economics Technical Study 1. Rome, FAO. 101 pp.
30. WFP (2023). School Based Programmes: Investing in Children and Communities through School Health and Nutrition.
31. WFP (2023). Summary of Evidence: Lessons on School Feeding in West and Central Africa. Rome, The World Food Programme.
32. WFP (2022). State of School Feeding Worldwide 2022. Rome, The World Food Programme, <https://publications.wfp.org/2022/state-of-school-feeding/>
33. WFP (2020). WFP School Feeding Strategy 2020 – 2030. Rome, The World Food Programme.
34. World Bank (2016). Global School Feeding Sourcebook Lessons from 14 Countries. Edited by Lesley Drake et al. London, The World Bank Group.
35. Aurino et al. (2016.) Ghana Home Grown School Feeding Programme. Impact Evaluation Report. Partnership for Child Development, London.
36. CIAT (2023). State of School Feeding in Latin America and the Caribbean 2022.
37. IFPRI (2017). International Food Policy Research Institute.
38. FAO (2021). Food and Agriculture Organization of the United Nations.
39. Valencia et al. (2019). Journal Name.
40. WFP (2017). World Food Programme.



**Programme
Alimentaire
Mondial**



**School
Meals
Coalition**
Nutrition, Health and
Education for Every Child

Research
Consortium for
SHN

LONDON
SCHOOL of
HYGIENE
& TROPICAL
MEDICINE

